SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT
ARVE ET AFFLUENTS

COMITE SYNDICAL DU 18 JUIN 2026

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE SEANCE

La Présidente,

Aline WATT-CHEVALLIER

Secrétaire de séance

Chadia LIMAM

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPART^T HTE SAVOIE
Syndicat Mixte Aménagement
Arve et Affluents
74800 ST-PIERRE-EN-FAUCIGNY

SM3A
SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT
ARVE ET AFFLUENTS

COMITE SYNDICAL DU 18 JUIN 2026

PROCES-VERBAL DE SEANCE

L'an deux mil vingt-six, le dix-huit juin à dix-huit heures trente, le comité syndical dûment convoqué le 12 juin en application de l'article L2121-17 du CGCT, s'est réuni dans la salle du Brachouet au siège du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents sous la Présidence de Madame Aline WATT-CHEVALLIER, présidente.

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance (59) :
Délégués présents : Viale P., Corrot L., José-Burnet F., Vinet P., Corbet N., Barrucand P., Aufort J., Martin P., Vannson C., Gyselinck F., Bouvard C., Recurt C., Cathelineau C., Tritan Q., Bériou N., Valli S., Watt-Chevallier A., Témil JL., Péry C., Bouvier V., Coudurier C., Trubert N., Dumont L., Barbier D., Vinardi B., Mayoraz R., Gervois S., Thomassier R., Revuz D., Pochat-Baron P., Calvet M., Desbiolles L., Viguier M., Julienne M., Combette J., Soulat JL., Croisier M., Tereins N., Limam C., Chappel N..
Délégués ayant donné pouvoir : Laffin FX. Donne pouvoir à Viale P., Nègre P. donne pouvoir à Watt-Chevallier A., Dunand B. donne pouvoir à Aufort J., Mas JP. Donne pouvoir à Bouvard C., Missilier E. donne pouvoir à Vannson C., Tronchet L. donne pouvoir à Cathelineau C., Mouchet C. donne pouvoir à Combette J..
Délégués titulaires excusés : Croz P., Hassan J., Favre-Bonvin H., Defrenne Y., Ducerf L., Paget JM., Cathand P., Mionnet-Perdu C., Van Cortenbosch R., Maistre M., Roux M., Giacherio L., Blanc J., Javogues S., Buchaca J., Servage D., Maire D..
Délégués présents sans voix délibérative : XXX

D2026-04-01 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - Fonctionnement des assemblées - Approbation du PROCES-VERBAL du comité syndical du 21 mai 2026 3
D2026-04-02 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE-Délégation de fonctions – Porter à connaissance des décisions du président N°2026-D-001 ; 2026-D-036 à 2026-D-059 ; 2026-D-061 à 2026-D-096 ; 2026-D-098 à 226-D-114 ; 2026-D-116 ; 2026-D-118 à 2026-D-123 3
D2026-04-03 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – CREATION DES COMITES CONSULTATIFS - COMITES DE RIVIERES' 23
D2026-04-04 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - Fonctionnement des assemblées – CREATION DES COMMISSIONS THEMATIQUES 24
D2026-04-05 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE –- Election des membres titulaires et suppléants de la Commission d'Appel d'Offres 25
D2026-04-06 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Création d'une commission « MAPA » (Marchés à procédure adaptée) 26
D2026-04-07 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Désignation de représentants à l'association France Digues 27
D2026-04-08 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - Désignation de représentants à l'association Réseau d'Observation Météorologique du Massif Alpin (ROMMA) 28
D2026-04-09 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – DESIGNATIONS DE REPRESENTANTS – Désignation du représentant de l'EPTB Arve au Comité de bassin Rhône Méditerranée 29
D2026-04-010 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - Fonctionnement des assemblées – DESIGNATION D'UN REPRESENTANT AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS) . 30
D2026-04-011 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE -DESIGNATION DE REPRESENTANTS – Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : Désignation de représentants du SM3A au sein du comité de pilotage du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve 31
D2026-04-012 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE -DESIGNATION DE REPRESENTANTS – Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : Désignation de représentants du SM3A au sein des instances du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve 32

D2026-04-013 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE -DESIGNATION DES REPRESENTANTS du SM3A aux comités consultatifs des réserves naturelles nationales de Contamines-Montjoie, Sixt-Fer-à-Cheval / Passy et Passy 33
D2026-04-014 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Désignation des représentants du SM3A aux comités de pilotage Natura 2000 de la vallée de l'Arve, du Haut Giffre, du Plateau de Loëx, du Roc d'Enfer et du Massif du Bargy. 34
D2026-04-015 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE –- Désignation des représentants à la COMMISSION LOCALE DE L'EAU (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'Arve 35
D2026-04-016 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Désignation de représentants au Groupement d'Intérêt Public (GIP) RGD SAVOIE MONT BLANC 36
D2026-04-017 - INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE - PASSATION D'ACTES AUTHENTIQUES EN LA FORME ADMINISTRATIVE 37
D2026-04-018 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – EXERCICE DES MANDATS LOCAUX - Indemnités de fonction à la présidente et aux vice-présidents du SM3A 38
D2026-04-019 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – DELEGATION DE FONCTION - Délégations consenties à la présidente par le comité syndical (abrogation et remplacement de la délibération D2026-03-08) 40
D2026-04-020 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES - Désignation d'un référent déontologue pour les élus locaux 43
D2026-04-021 - DOMAINE ET PATRIMOINE – AUTRES ACTES DE GESTION DU DOMAINE PRIVE : PASSATION D'ACTES AUTHENTIQUES EN LA FORME ADMINISTRATIVE : PURGE DES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES 44
D2026-04-022 - FINANCES LOCALES - DECISIONS BUDGETAIRES - Compte de gestion 2025 du SM3A 45
D2026-04-023 - FINANCES LOCALES - DECISIONS BUDGETAIRES - Compte administratif 2025 du SM3A 46
D2026-04-024 - FINANCES LOCALES - DECISIONS BUDGETAIRES - Affectation définitive des résultats 2025 du SM3A 48
D2026-04-025 - ACHAT D'ÉLECTRICITÉ ET DE SERVICES ASSOCIÉS – RÉADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES PORTÉ PAR LE SYANE 49
D2026-04-026 - COMMANDE PUBLIQUE – convention de mandat de maitrise d'ouvrage entre le SM3A et la commune de Servoz pour la réalisation d'un passage à gué sur le torrent du Souay en amont du lieudit « le Mont » 50

Ouverture de Séance

Mme. La présidente annonce les pouvoirs, constate que le **Quorum** est atteint et ouvre la séance à 18H40

La présidente remercie l'assemblée pour sa présence et sa confiance. Elle rappelle le travail énorme qu'il y a à faire collectivement, pour trouver l'équilibre entre sécurité, prévention et protection, de l'humain comme de l'environnement. Elle salue l'implication de l'équipe du syndicat pour la former sur les différents sujets depuis un mois.

La présidente laisse le directeur et chaque responsable de pôl, faire une présentation du syndicat, et du travail effectué par ses 39 agents.

Désignation d'un ou d'une secrétaire de séance

Limam Chadia est désignée secrétaire de séance.

INSTITUTION ET VIE POLITIQUE

D2026-04-01 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - Fonctionnement des assemblées - Approbation du PROCES-VERBAL du comité syndical du 21 mai 2026

Vu le projet de procès-verbal de la séance du 21 mai 2026 ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Approuve le Procès-Verbal du Comité syndical du 21 mai 2026.

D2026-04-02 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE-Délégation de fonctions – Porter à connaissance des décisions du président N°2026-D-001 ; 2026-D-036 à 2026-D-059 ; 2026-D-061 à 2026-D-096 ; 2026-D-098 à 226-D-114 ; 2026-D-116 ; 2026-D-118 à 2026-D-123.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-10 par renvoi de l'article L5711-1 relatif aux délégations d'une partie des attributions de l'organe délibérant au Président et vice-présidents d'un EPCI ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du syndicat mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) ;
Vu la délibération n°D2020-04-01 du Comité syndical du SM3A en date du 18/09/2020 relative à l'élection du président du SM3A
Vu la délibération n°D2026-03-02 du Comité syndical du SM3A en date du 21/05/2026 relative à l'élection de la présidente du SM3A
Vu la délibération D2020-04-09 du 18/09/2020 confiant au président délégation d'attribution dans certains domaines pour la durée de son mandat ;
Vu la délibération D2026-03-08 du 21/05/226 confiant à la présidente délégation d'attribution dans certains domaines pour la durée de son mandat ;
Vu les décisions N°2026-D-001 ; 2026-D-036 à 2026-D-059 ; 2026-D-061 à 2026-D-096 ; 2026-D-098 à 226-D-114 ; 2026-D-116 ; 2026-D-118 à 2026-D-123.

COMMANDE PUBLIQUE

DÉCISION N° 2026-D-001 : Attribution d'une « Etude de faisabilité pour la mise en place d'un réseau de mesure du charriage »
Article 1 : D'attribuer l'« Etude de faisabilité pour la mise en place d'un réseau de mesure du charriage» à Ginger BURGEAP Région Centre-Est (Grenoble) - Bâtiment A Hermès - 2 rue du tour de l'eau - 38400 Saint-Martin-d'Hères pour un montant total de 23 910,00 € HT pour la tranche ferme, et 36 780,00 € HT en incluant les tranches optionnelles ;
Article 2 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION N° 2026-D-038 : Attribution et signature du marché 2025-PI-11 relatif à une mission de déploiement de la stratégie de communication du Plan de Protection de l'Atmosphère de la vallée de l'Arve 2026
Article 1 : D'attribuer l'accord-cadre à bons de commande 2025-PI-11 relatif à une mission de « déploiement de la stratégie de communication du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve 2026 » pour 85 000 € HT maximum au groupement Explorations – Markson – Ajuste ;
Article 2 : De signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution du présent marché.

DÉCISION N° 2026-D-042 : Objet : Convention de partenariat avec l'association CYCL'EAU pour le salon professionnel CYCL'EAU MONT-BLANC se tenant les 20 et 21 mai 2026 à Rochexpo

Article 1 : D'accepter et de signer la convention de partenariat entre le SM3A et CYCL'EAU, valable du jour de sa signature au 31/08/2026 ;
Article 2 : D'accepter le montant de 5 000 € HT pour participation aux frais d'installation et d'organisation du salon ;

DÉCISION N° 2026-D-047 : Marché 2023-PI-24 - Poursuite des études quantitatives sur les territoires prioritaires du SAGE de l'Arve – Avenant n° 2.
Article 1 : D'accepter l'avenant n°2 au marché 2023-PI-24 « Poursuite des étude quantitatives sur les territoires prioritaires du SAGE de l'Arve » prolongeant les délais d'exécutions des tranches ferme et optionnelles ainsi que les délais limites de notification des tranches optionnelles ;
Article 2 : De signer l'avenant et tout acte nécessaire à son exécution ;

DÉCISION N° 2026-D-048 : Marché n°2021-PI-02 – Prolongation de la durée du marché de mission de maîtrise d'œuvre pour la restauration et la valorisation du lit et des berges du torrent de l'Arpettaz sur la commune des Gets – Avenant n°3
Article 1 : D'accepter l'avenant n°3 au marché 2021-PI-02 permettant de prolonger la durée du marché de 3 ans ;
Article 2 : De signer l'avenant et tous les actes nécessaires à son exécution.

DÉCISION N° 2026-D-050 : Attribution d'une prestation CSPS de niveau 2 pour les travaux de confortement et reconstruction des digues de l'Arve sur Bonneville et Ayze (Tranche#1)
Article 1 : D'attribuer la prestation de CSPS pour les travaux cités en objet pour un montant de 9 280.00 €HT à l'entreprise ALPES CONTROLES ;
Article 2 : De signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente prestation.

DÉCISION N° 2026-D-052 : Attribution et signature du marché de travaux « AMÉNAGEMENT DU RUISSEAU DE CHEZ FOURNIER AVANT SA CONFLUENCE AVEC LE BOËGE » – Marché n°2025-TVX-15
Article 1 : D'attribuer le marché de travaux n° 2025-TVX-15 « AMÉNAGEMENT DU RUISSEAU DE CHEZ FOURNIER AVANT SA CONFLUENCE AVEC LE BOËGE » à l'entreprise SAS DECREMPS BTP, 74800 Amancy / Sous-Traitant déclaré EURL TCHASSAGNE, 01160 St-Martin-Du-Mont pour un montant de 195 833,00 € HT
Article 2 : De signer le marché et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION N° 2026-D-053 : Attribution d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage portant sur une stratégie de contrôle extérieur couvrant les nuisances vibratoires générées par l'exécution d'un rideau de palplanches dans le cadre des travaux de confortement et de restauration des digues de l'Arve sur Bonneville et Ayze (Tranche#1)
Article 1 : D'attribuer la mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage (AMO) à l'établissement public Cerema - Direction territoriale Centre-Est, Cité des Mobilités, 25 avenue François Mitterrand - 69500 BRON pour un montant de 10 400.00 €HT soit 12 480.00€TTC.
Article 2 : De signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente prestation.

DÉCISION N° 2026-D-054 : Attribution d'une mission pour la réalisation d'une formation « Prévention des Risques Aquatiques et aide aux Victimes »
Article 1 : D'accepter la proposition de l'entreprise R3 France pour la dispense d'une formation « Prévention Risques Aquatiques et aide aux Victimes » pour un montant de 8800 € HT
Article 2 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision

DÉCISION N° 2026-D-055 : Attribution d'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage portant sur une stratégie de contrôle extérieur couvrant les nuisances sonores générées par l'exécution d'un rideau de palplanches dans le cadre des travaux de confortement et de restauration des digues de l'Arve sur Bonneville et Ayze (Tranche#1)

Article 1 : D'attribuer la mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage (AMO) à l'établissement public Cerema - Direction territoriale Centre-Est, Groupe Territoires et Transitions – boulevard Gilberstein 71400 AUTUN pour un montant de 6 400.00 €HT soit 7 680.00€TTC.
Article 2 : De signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente prestation.

DÉCISION N° 2026-D-057 : Acquisition d'une station totale robotisée et accessoires pour les besoins topographiques du SM3A
Article 1 : D'approuver le devis de TOPCON pour un montant total de 17 283,12 €TTC.
Article 2 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision

DÉCISION N° 2026-D-062 : Attribution d'une prestation de fourniture d'accès à Internet de mise à disposition des services de téléphonie fixe pour le siège du SM3A
Article 1 : D'attribuer à la société M:armites – 3 Esplanade Augustin Aussedat – Les Papeteries IF – Cran Gevrier 74960 ANNECY une prestation de fourniture d'un d'accès à Internet (Fibre/ADSL) et de mise à disposition des services de téléphonie fixe (28 postes) pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2029. Le montant de la prestation est fixé à 349,00 € HT/mois pour l'abonnement fibre, 299,20 € HT/mois pour l'abonnement téléphonie, avec une remise récurrente de 49,00 € HT, soit 599,20 € HT/mois.
Article 2 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION N° 2026-D-066 : Attribution et signature d'un contrat de maintenance des bassins piscicoles et pédagogiques à Saint-Pierre-en-Faucigny.
Article 1 : D'attribuer la mission de maintenance des bassins piscicoles et pédagogiques situés à Saint-Pierre-en-Faucigny à l'entreprise Léman Aquatique, 97 route des curtines 74100 JUVIGNY. La mission comprend un forfait de maintenance préventive d'un montant mensuel de 636€ HT et des interventions hors forfait facturées sur la base d'un taux horaire de 80 € HT/heure assorti d'un forfait de 45 € HT fixe de déplacement (majoration de 50% les jours fériés, week-ends, et interventions entre 18H et 9H). Le contrat est conclu pour une durée initiale d'un an à compter d'avril 2026, reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an, et son montant total payé devra être inférieur à 40 000 € HT.
Article 2 : De signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la prestation.

DÉCISION N° 2026-D-068 : Marché n°2025-TVX-08 – Reconversion écologique et paysagère des anciennes lagunes de Bogève – Avenant n°2
Article 1 : D'accepter l'avenant n°2 au marché 2025-TVX-08 « Reconversion écologique et paysagère des anciennes lagunes de Bogève » d'un montant de 23 690 € HT représentant une augmentation du montant initial du marché de 4.97%. Ainsi le montant du marché passe de 476 420 € HT à 500 110 € HT après avenant 2.
Article 2 : De signer l'avenant ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution du présent avenant.

DÉCISION N° 2026-D-070 : Marché 2020-PI-07 « Dossiers réglementaires et suivis associés aux opérations de restauration éco hydromorphologique de l'espace Borne – pont de Bellecombe 2020-2024 » – Avenant n° 1.
Article 1 : D'approuver les termes de l'avenant n°1 au marché 2020-PI-07 « Dossiers règlementaires et suivis associés aux opérations de restauration éco-hydromorphologique de l'espace Borne Pont de Bellecombe 2020-2024 » ayant pour objet :
- d'actualiser les délais d'exécutions du marché.
- d'ajouter des prestations supplémentaires au marché initial.
- de modifier les dernières missions de la tranche ferme restant à réaliser.
- de créer une tranche supplémentaire à réaliser.

Cet avenant engendre une baisse de 14 038 € HT.

DÉCISION N° 2026-D-071 : Attribution et signature du marché de prestation intellectuelle « Réalisation d'un suivi thermique sur le Giffre et d'une étude de faisabilité pour la restauration et la diversification des habitats piscicoles entre Samoens et Morillon/Verchaix » 2026-PI-01

Article 1 : D'attribuer le marché de travaux n° 2026-PI-01 « Réalisation d'un suivi thermique sur le Giffre et d'une étude de faisabilité pour la restauration et la diversification des habitats piscicoles entre Samoens et Morillon/Verchaix » à l'entreprise SCIMABIO Interface - 5 rue des Quatre Vents - 74200 THONON LES BAINS pour un montant de 87 910,40 € HT soit 105 492,48 € TTC.
Article 2 : De signer le marché et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION N° 2026-D-076 : Résiliation d'une mission d'étude de maîtrise d'œuvre pour la reprise du mur d'enrochement en aval du pont de la Pierre à Bochet à Ambilly, dans le cadre des travaux de démolition de l'ouvrage par la commune et attribution d'une mission d'Etude de Maitrise d'œuvre pour la restauration des enrochements des berges du Foron en aval de la douane de Pierre à Bochet
Article 1 : De résilier, d'un commun accord et sans indemnité, la mission de maîtrise d'œuvre au groupement composé de COREDIA (mandataire) et NATURA SCOP (co-traitant), relative à la reprise du mur d'enrochement en aval du pont de Pierre à Bochet à Ambilly.
Article 2 : D'attribuer la mission de maitrise d'œuvre pour la reprise des enrochements des berges du Foron en aval du pont de la Pierre à Bochet à Ambilly au bureau d'études NATURA SCOP- 30 avenue de Zelzate, 07200 Aubenas - d'un montant de 10 800,00 € HT soit 12 960,00 € TTC ;
Article 3 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION N° 2026-D-079 : Attribution d'une mission de diagnostic écologique préalable au projet d'approfondissement du lit de l'Ugine à Passy
Article 1 : D'attribuer la mission de diagnostic écologique sur la commune de Passy au bureau d'études Ameten, pour un montant toute tranche de 22 905 € HT soit 27 486 € HT ;
Article 2 : De signer tout document découlant de cette décision

DÉCISION N° 2026-D-088 : Attribution d'une mission de diagnostic écologique préalable au projet d'aménagement du seuil ROE14742 sur le Foron du Reposoir à Scionzier
Article 1 : D'attribuer la mission de diagnostic écologique préalable au projet d'aménagement du seuil ROE14742 sur le Foron du Reposoir à Scionzier au bureau d'études Améten, pour un montant de 11 057,50 € HT soit 13 269 €TTC (tranche ferme + tranches optionnelles).
Article 2 : De signer tout document découlant de cette décision

DÉCISION N° 2026-D-096 : Marché 2023-PI-24 - Poursuite des études quantitatives sur les territoires prioritaires du SAGE de l'Arve - Avenant n° 3.
Article 1 : D'accepter l'avenant n°3 au marché 2023-PI-24 « Poursuite des étude quantitatives sur les territoires prioritaires du SAGE de l'Arve » ayant pour objet d'introduire une clause de révision des prix en substitution des stipulations initiales prévoyant des prix fermes et actualisables selon les modalités définies dans l'avenant afin de tenir compte de la prolongation de la durée du marché résultant de l'avenant n°2.
Article 2 : De signer l'avenant et tout acte nécessaire à son exécution.

DÉCISION N° 2026-D-100 : Attribution d'une mission de suivi et d'analyse topographique dans le cadre du plan de gestion sédimentaire du Giffre sur le Giffre et le Nant des Pères à Sixt Fer à Cheval
Article 1 : D'attribuer la mission de suivi et d'analyse topographique dans le cadre du plan de gestion sédimentaire du Giffre et du Nant des Pères à Sixt Fer à Cheval à la société Styx4d pour un montant de 15 200 € HT soit 18 240 €TTC ;
Article 2 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision ;

DÉCISION N° 2026-D-101 : Acquisition de licences pour téléphone mobile - déploiement d'un outil de protection du travail isolé
Article 1 : D'attribuer à la société Wary Me un contrat annuel, reconduit tacitement chaque année, de déploiement de 23 licences d'application mobile pour la protection du travailleur isolé pour un montant de 4562 €HT (5 474.40 €TTC) la première année intégrant les licences

des applications ainsi qu'une prestation de mise en service et de formation des utilisateurs puis de 3 312 €HT (3974,40 €TTC) par an en cas de reconduction comprenant le coût des licences et des services de support et maintenance.
Article 2 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION N° 2026-D-103 : Marché n°2025-TVX-05 – Construction de bassins piscicoles et pédagogiques – Avenant n°2 pour le lot 2 « CHARPENTE COUVERTURE BARDAGE »
Article 1 : D'approuver l'avenant n°2 pour le lot n°2 du marché 2025-TVX-05 Construction de bassins piscicoles et pédagogiques » ayant pour objet d'actualiser le montant du marché de travaux (+ 2 631.28€ HT, soit +4.92% par rapport au montant du marché post avenant n°1).
Article 2 : De signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision

DÉCISION N° 2026-D-104 : Marché 2020-PI-07 « Dossiers réglementaires et suivis associés aux opérations de restauration éco hydromorphologique de l'espace Borne – pont de Bellecombe 2020-2024 » – Avenant n° 1 - ANNULE ET REMPLACE la décision 2026-D-070
Article 1 : D'approuver les termes de l'avenant n°1 au marché 2020-PI-07 « Dossiers règlementaires et suivis associés aux opérations de restauration éco-hydromorphologique de l'espace Borne Pont de Bellecombe 2020-2024 » ayant pour objet :
- d'actualiser les délais d'exécutions du marché.
- d'ajouter des prestations supplémentaires au marché initial.
- de modifier les dernières missions de la tranche ferme restant à réaliser.
- de créer une tranche supplémentaire à réaliser.

Cet avenant engendre une baisse de 14 038€ HT.
Article 2 : De signer l'avenant et tout acte nécessaire à son exécution ;

DÉCISION N° 2026-D-105 : Marché n°2021-PI-02 – Modification des modalités de variation des prix du marché de mission de maîtrise d'œuvre pour la restauration et la valorisation du lit et des berges du torrent de l'Arpettaz sur la commune des Gets – Avenant n°4
Article 1 : D'accepter l'avenant n°4 au marché 2021-PI-02 ayant pour objet d'introduire une clause de révision des prix en substitution des stipulations initiales prévoyant des prix fermes et actualisables selon les modalités définies dans l'avenant afin de tenir compte de la prolongation de la durée du marché résultant de l'avenant n°3
Article 2 : De signer l'avenant et tous les actes nécessaires à son exécution.

DÉCISION N° 2026-D-110 : Acquisition de rayonnages sur bases mobiles pour équipement de la salle d'archives au siège du SM3A
Article 1 : D'attribuer à la société FERALP, domiciliée au 1253 Route du Fier, 74230 DINGY SAINT CLAIR, la prestation de fourniture et d'installation sur site de 5 modules de rayonnages sur base mobile (chaque module comprenant 4 rayonnages de 850mmx350mm et 7 étagères chacun), ainsi que 3 rayonnages fixes de 800mmx350mm et 7 étagères ;
Article 2 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION N° 2026-D-112 : Acquisition d'une voiture DACIA DUSTER
Article 1 : D'acquérir une voiture DACIA DUSTER BLUE DCI 115 4x4 EXPRESSION BLANC auprès de l'entreprise RENAULT GUEUDET Alliance Haute-Savoie 12 avenue d'Annecy pour un montant de 17 825 € HT soit 21 390 € TTC, hors frais administratifs, d'immatriculation et d'aménagement interne du véhicule pour un montant de 1384,76 € TTC (soit un prix total de 22 774,76 € TTC et 19042,60 € HT) ;

SUBVENTIONS

DÉCISION N° 2026-D-036 : Demande de subvention – Fiche-action A-2 du Contrat Haute-Savoie Nature « Milieux aquatiques et humides du bassin versant de l'Arve » 2025-2027

Article 1 : D'approuver le plan de financement ci-dessous :

Intitulé	Année	**Coût (HT ou TTC)**	CD74		Autofinancement	
			Tx	Subv.	Tx	Montant
Maitrise du foncier (DUP)	2026-2027	**(Pour mémoire fiche action foncier)**	-	-	-	-
Dossiers réglementaires	2026-2027	**50 000 € HT**	40%	20 000 €	60%	30 000 €
Etude PRO	2026-2027	**30 000 € HT**	40 %	12 000 €	60%	18 000 €
Total		**80 000 €HT**	**40%**	**32 000**	**40%**	**48 000**

Article 2 : De solliciter l'aide financière du Conseil Départemental de Haute Savoie de 32 000 €HT soit 40% de 80 000 € ;

Article 3 : D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette opération.

DÉCISION N° 2026-D-040 : Demande de subvention au titre du Programme d'Action et de Prévention des Inondation du bassin versant de l'Arve n°2 (PAPI Arve 2 pour la période 2020 – 2027) - Action 0-21 équipe projet – année 2026

Article 1 : D'approuver le plan de financement ci-dessous concernant la fiche 0-21 du PAPI 2 pour l'année 2026 :

Opération	**Coût TTC**	**Etat**		**Autofinancement**	
		Taux	Montant	Taux	Montant
1.Animation PAPI pour l'année 2026 (2.5 ETP)	130 000€	50 %	65 000 €	50 %	65 000€
TOTAL	**130 000 €**	**65 000 €**		**65 000 €**	

Article 2 : De solliciter l'aide financière de l'Etat pour un montant de 65 000 € TTC

Article 3 : D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette opération.

DÉCISION N° 2026-D-061 : Demande de subvention - Fiche-action 7A-26 du Programme d'Action et de Prévention des Inondation du bassin versant de l'Arve 2020 - 2026 « Confortement des digues de Bonneville et Ayze (digues domaniales) » - Dépenses connexes

Article 1 : D'approuver le plan de financement ci-dessous pour les dépenses connexes aux travaux portant sur les digues domaniales de l'Arve au titre de l'action 7A-26 :

Mission	Coût (€TTC)	Fond PRNM		SM3A	
		Tx	Subv	Tx	Montant
3_Travaux TRANCHE 1 (Dépenses connexes)	100 000 €	80%	80 000 €	20%	20 000 €
TOTAL	100 000 €	80%	80 000 €	20%	20 000 €

Article 2 : De solliciter l'aide financière de l'Etat pour un montant de 80 000€TTC au titre du FPRNM, et de tout autre financeur qui viendrait réduire la part d'autofinancement ;

Article 3 : D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette opération.

DÉCISION N° 2026-D-073 : Demande de subvention – FA C-8- MAH-13« Chapelet de zones humides de la tourbière de Lossy : mise en œuvre du plan de gestion » - contrat départemental Haute-Savoie Nature milieux aquatiques et humides du bassin versant de l'Arve 2025-2027 / Contrat Eau et Climat bassin de l'Arve- 2026-2027 ;

Article 1 : D'approuver le plan de financement ci-dessous :

		CD 74		Agence de l'eau RMC		SM3A	
	TOTAL HT	**Taux**	**Montant HT**	**Taux**	**Montant HT**	**Taux**	**Montant HT**
Tourbière de LOSSY Mise en œuvre du plan de gestion Investissement	80 000 €	40%	32 000 €	40%	32 000 €	20%	16 000 €
Tourbière de LOSSY Mise en œuvre du plan de gestion Fonctionnement	35 000 €	40%	14 000 €	40%	14 000 €	20%	7 000 €
Total	**115 000 €**		**46 000 €**		**46 000 €**		**23 000 €**

Article 2 : De solliciter l'aide financière sur le montant HT :

- Du Conseil Départemental de Haute Savoie (46 000 €) dans le cadre de la fiche action C 8 du contrat départemental Haute-Savoie Nature 2025-2027
- De l'Agence de l'Eau RMC (46 000 €) dans le cadre de la fiche action MAH13 du Contrat eau et climat bassin versant de l'ARVE 2025-2027

Article 3 : D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette opération.

DÉCISION N° 2026-D-075 : Demande de subvention - FA B-4 / MAH-6A – « Etude de suivi thermique du Giffre pour les habitats piscicoles » Contrat départemental Haute-Savoie Nature en faveur des milieux aquatiques et humides du bassin versant de l'Arve 2025-2027 / Contrat Eau et Climat bassin de l'Arve – 2026-2027 ;

Article 1 : D'approuver le plan de financement ci-dessous relatif à la fiche action **« Etude de suivi thermique du Giffre pour les habitats piscicoles »**

		CD 74		Agence de l'eau RMC		SM3A	
	TOTAL HT	**Taux**	**Montant HT**	**Taux**	**Montant HT**	**Taux**	**Montant HT**
Suivi thermique du Giffre	52 070 €	30 %	15 621 €	50 %	26 035 €	20 %	10 414 €
Total	**52 070 €**	**30 %**	**15 621 €**	**50 %**	**26 035 €**	**20 %**	**10 414 €**

Article 2 : De solliciter l'aide financière sur le montant HT pour la fiche action « 'étude de suivi thermique du Giffre pour les habitats piscicoles » :

- Du Conseil Départemental de Haute Savoie dans le cadre de la fiche action B-4 du contrat départemental Haute-Savoie Nature 2025-2027 ;
- De l'Agence de l'Eau RMC dans le cadre de la fiche action MAH23 du Contrat eau et climat bassin versant de l'ARVE 2025-2027 ;

Article 3 : D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette opération.

DÉCISION N° 2026-D-085 : Demande de subvention – « Restauration du marais des Tattes et restauration du fonctionnement hydrologique du Thy au sein de la zone humide » - Contrat départemental Haute-Savoie Nature milieux aquatiques et humides du bassin versant de l'Arve 2025-2027 (action C-2) / Contrat Eau et Climat bassin de l'Arve 2026-2027 (action MAH12) ;

Article 1 : D'approuver le plan de financement ci-dessous pour la restauration du marais des Tattes :

Dépenses : 250 000 € HT

Recettes :

- Subvention du CD74 : entre 0 et 40% du montant total HT du projet (entre 0€ et 100 000 € HT).
- Subvention de l'Agence de l'eau : entre 40% et 70% du montant total HT du projet (entre 100 000€ HT et 175 000€ HT).

- Autofinancement du SM3A : entre 20% et 30% du montant total HT du projet (entre 50 000 € HT et 75 000 €HT)

Article 2 : De solliciter l'aide financière sur le montant HT :

- Du Département de la Haute Savoie au taux maximum de 40% dans le cadre de la fiche action C-2 du Contrat Départemental Haute-Savoie Nature « milieux aquatiques et humides du bassin versant de l'Arve 2025-2027 »;
- De l'Agence de l'Eau RMC au taux maximum de 70% dans le cadre de la fiche action MAH12 du Contrat Eau et Climat bassin versant de l'Arve 2025-2027. Ce taux sera ajusté en fonction du niveau de participation du Département de la Haute Savoie pour que le total des financements publics ne dépasse pas 80% du montant HT total de l'opération.

Article 3 : D'ajuster le plan de financement en fonction des positions des financeurs dans le respect du taux maximal de financement public de 80 %.

Article 4 : De signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

DÉCISION N° 2026-D-111 : Demande de subvention - FA B-5 / MAH-8A - « Appliquer la stratégie de gestion des espèces exotiques envahissantes » Contrat départemental Haute-Savoie Nature en faveur des milieux aquatiques et humides du bassin versant de l'Arve 2025-2027 / Contrat Eau et Climat bassin de l'Arve - 2026-2027 ;

Article 1 : D'approuver le plan de financement ci-dessous relatif à la fiche action **« Appliquer la stratégie de gestion des espèces exotiques envahissantes »**

			CD 74		Agence de l'eau RMC		SM3A
	TOTAL TTC	**Taux**	**Montant TTC**	**Taux**	**Montant TTC**	**Taux**	**Montant TTC**
Gestion EEE 2026/2027	100 000 €	30 %	30 000 €	50 %	50 000 €	20 %	20 000 €
Total	**100 000 €**	**30 %**	**30 000 €**	**50 %**	**50 000 €**	**20 %**	**20 000 €**

Article 2 : De solliciter l'aide financière sur le montant TTC pour la fiche action « Appliquer la stratégie de gestion des espèces exotiques envahissantes » :

- Du Conseil Départemental de Haute Savoie dans le cadre de la fiche action B-5 du contrat départemental Haute-Savoie Nature 2025-2027 ;
- De l'Agence de l'Eau RMC dans le cadre de la fiche action MAH8A du Contrat eau et climat bassin versant de l'ARVE 2026-2027 ;

Article 3 : D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette opération.

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS FONDS AIR BOIS

DÉCISION N° 2026-D-039 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 15/12/2025 et le 23/12/2025 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
MEYNET	Marc & Isabelle	MAGLAND
LAREO	Maxime	SAINT SIXT
CRETTIEZ	Anne	DOMANCY
MEUZARD	Cécile	SALLANCHES
CRISTOVAO	Thomas	SALLANCHES
POLESELLO	Maxime & Paulina	NANCY SUR CLUSES
GINTENREITER ET PERNET	Alexis & Elsa	BONNEVILLE

Article 2 : L'attribution d'une aide de 4 000 € au particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
SILVESTRE	Rachel	SAINT GERVAIS LES BAINS
SIMAL	Jason	SALLANCHES
CHEVALIER ET HEBERT	Loann & Loane	MARIGNIER

DÉCISION N° 2026-D-041 : Attribution de subvention Fonds Air Bois dans le cadre de la procédure du versement anticipé de la prime Fonds Air Bois aux « professionnels solidaires des foyers modestes » pour le dossier D6636 reçu le 15/11/2025

Article 1 : L'attribution d'une prime de 4000€ au « professionnel partenaire du Fonds Air Bois et solidaire des foyers modestes » désigné ci-dessous dans le cadre de la demande d'aide du particulier également ci-dessous désigné :

Entreprise (NOM)	Siret	Ville	N° DOSSIER	NOM et Prénom du demandeur	Ville
SAS ASPEN POELES ET CHEMINEES	52850782500016	ANNEMASSE	D6636	BIBOLLET Florence	DOMANCY

DÉCISION N° 2026-D-044 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 30/12/2025 et le 16/01/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
ALVAREZ	Isabelle	SALLANCHES
DESFORGES	Paul	SAINT GERVAIS LES BAINS
ANTONIQUE	Laurence	MAGLAND
INCE	Nuri	PASSY
DUNAND	Dominique	MONT SAXONNEX
BLARD	Benoît	PASSY
LAFOUGE	Martine	LES HOUCHES
CALL	Françoise	CHAMONIX MONT BLANC
HOSSELIN	Martine	LA ROCHE SUR FORON
JUSTE	Boris	LA ROCHE SUR FORON

DÉCISION N° 2026-D-049 : Attribution de subvention Fonds Air Bois dans le cadre de la procédure du versement anticipé de la prime Fonds Air Bois aux « professionnels solidaires des foyers modestes » pour le dossier D6677 reçu le 22/01/2026

Article 1 : L'attribution d'une prime de 4000€ au « professionnel partenaire du Fonds Air Bois et solidaire des foyers modestes » désigné ci-dessous dans le cadre de la demande d'aide du particulier également ci-dessous désigné :

Entreprise (NOM)	Siret	Ville	N° DOSSIER	NOM et Prénom du demandeur	Ville
SARL Alexandre BERTHIER ENERGIES	51830281500072	LA ROCHE SUR FORON	D6677	REIFS Yohann	LA ROCHE SUR FORON

DÉCISION N° 2026-D-058 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 16/01/2026 et le 29/01/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 1 609 € représentant 50% du coût total TTC de la facture, au particulier désigné ci-dessous :

NOM	Prénom	Ville
JOLO ET CAILLOT	Gary & Lucie	ARENTHON

Article 2 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
OZDEMIR	Resul Ekrem	SALLANCHES
MARANGONE ET VAUCORET	Mike & Nathalie	PASSY
BORREL	Benoit	LES HOUCHES
GAYRAUD	Franck	MAGLAND

GACHET	Nicolas	SALLANCHES
PETITJEAN	Julien	ARENTHON
MARTEAU	Stéphanie	CORNIER

Article 3 : L'attribution d'une aide de 4 000 € au particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
BARKER	Gillian	SAINT GERVAIS LES BAINS
COUDURIER	Sébastien	SAINT PIERRE EN FAUCIGNY

DÉCISION N° 2026-D-072 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 30/01/2026 et le 13/02/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
FARINA	Denis	THYEZ
MERCIER	Céline	SAINT PIERRE EN FAUCIGNY
KNOERTZER	Jean-Sébastien	LES HOUCHES
JESUS JORDAO ET KROST	Joe & Laura	AMANCY
BAC	Fabrice	CORNIER
TIVILLIER	Laurent	SALLANCHES
BALLENGHEIN	Guillaume	PASSY
MOUSSIER	Ashley	SAINT PIERRE EN FAUCIGNY
COMETS	Daniel	THYEZ
VOLPI	Jean-Claude & Véronique	MEGEVE

DÉCISION N° 2026-D-081 : Attribution de subvention Fonds Air Bois dans le cadre de la procédure du versement anticipé de la prime Fonds Air Bois aux « professionnels solidaires des foyers modestes » pour le dossier D6684 reçu le 10/02/2026

Article 1 : L'attribution d'une prime de 4000€ au « professionnel partenaire du Fonds Air Bois et solidaire des foyers modestes » désigné ci-dessous dans le cadre de la demande d'aide du particulier également ci-dessous désigné :

Entreprise (NOM)	Siret	Ville	N° DOSSIER	NOM et Prénom du demandeur	Ville
SARL CHEMINEES TERRIER	80371118300019	SCIONZIER	D6684	TERRISSE Laetitia	SALLANCHES

DÉCISION N° 2026-D-083 : Attribution de subvention Fonds Air Bois dans le cadre de la procédure du versement anticipé de la prime Fonds Air Bois aux « professionnels solidaires des foyers modestes » pour le dossier D6698 reçu le 04/03/2026

Article 1 : L'attribution d'une prime de 4000€ au « professionnel partenaire du Fonds Air Bois et solidaire des foyers modestes » désigné ci-dessous dans le cadre de la demande d'aide du particulier également ci-dessous désigné :

Entreprise (NOM)	Siret	Ville	N° DOSSIER	NOM et Prénom du demandeur	Ville
FEU ET PIERRE SARL SCOP	92060342000018	LA ROCHE SUR FORON	D6698	CERVERA Visitacion	CLUSES

DÉCISION N° 2026-D-084 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 16/02/2026 et le 11/03/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
ROUX	Christophe	NANCY SUR CLUSES
MARIN-LAMELLET	Lilian	PASSY
MARTIN ET MILLOT	Grégory & Bérangère	DOMANCY
DERAPPE-MERMOUD	Josette	SALLANCHES
MUFFAT-JEANDET	Christophe	DEMI-QUARTIER
HOLLAND	Francesca	PASSY
LECLERCQ	Justine	THYEZ
GIAVARINI	Patrick & Isabelle	SAINT SIXT
RE	Vincent	THYEZ
BOURAND	Michelle	AYZE

DÉCISION N° 2026-D-095 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 10/03/2026 et le 26/03/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
BOUVARD	Marylène	LES CONTAMINES MONTJOIE
FERRY ET PIETON	Tony & Charlotte	LES CONTAMINES MONTJOIE
MOTTIN	Jean-Yves	LES HOUCHES
FRANCOU	Jérôme	SALLANCHES
CATALLON ET VUERICH	David & Valérie	CLUSES

Article 2 : L'attribution d'une aide de 3 666 € au particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
JOLY	Paulette	SALLANCHES

Article 3 : L'attribution d'une aide de 4 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
GRANDJACQUES	Simon	SAINT GERVAIS LES BAINS
LAMY	Florence	PASSY
MARCHAIS	Anthony	SALLANCHES
ROGAZY	Suzanne	MARNAZ

DÉCISION N° 2026-D-102 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 26/03/2026 et le 10/04/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
DAGUILLON ET MILOCHE	Philippe & Lucie	SALLANCHES
CHOPY	Michel & Laurie	SCIONZIER
DOMMERC	Henri	SAINT GERVAIS LES BAINS
FLAMENT	Damien	CHATILLON SUR CLUSES
GREFFOZ	François	SALLANCHES (Travaux réalisés à : SAINT SIGISMOND)
BERNE	Pascal	LA CHAPELLE RAMBAUD
SARRAZIN	Benoit & Laurence	CHAMONIX MONT BLANC
VERNOUD	Michel & Sylvie	CONTAMINE SUR ARVE

Article 2 : L'attribution d'une aide de 4 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
SERMET MAGDELAIN	Claude	SALLANCHES
GEAY	Yannick	SAINT GERVAIS LES BAINS

DÉCISION N° 2026-D-108 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 13/04/2026 et le 27/04/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
DURAND	Laure	AYZE
COLLIGNON	Hélène	SALLANCHES
BOURGEAT	Brigitte	COMBLOUX
MALARME	Christine	PASSY
LEGON	Gérard	CLUSES
MORELLE ET ROCHAT	Antoine & Mathilde	LA ROCHE SUR FORON
MANENC	Stéphane	BONNEVILLE
PELLOUX	Marion	THYEZ
AROIX ET COUTURIER	Vincent & Emma	LE REPOSOIR

Article 2 : L'attribution d'une aide de 4 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
ALLENDE ET MARCOTTI	Maximiliano & Irene	PASSY

DÉCISION N° 2026-D-113 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 27/04/2026 et le 30/04/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
MINOGUE	John	LES HOUCHES
LEFEBVRE	Antoine & Constance	MAGLAND
HENNIAUX	Guy	SAINT GERVAIS LES BAINS
SIMOND	Thomas & Audrey	ETEAUX
MERCIER ET LEFEBVRE	Quentin & Harmonie	SAINT SIXT
PETITJEAN-JACQUIER	Denis	BONNEVILLE
VOISIN	Manuel	MARNAZ
PASQUIER	Michel & Nicole	AYZE
WOZNY	Frédéric	PASSY

Article 2 : L'attribution d'une aide de 4 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
COTTON	Tania	SAINT GERVAIS LES BAINS

DÉCISION N° 2026-D-116 : Attribution de subvention Fonds Air Bois de dossiers reçus entre le 04/05/2026 et le 22/05/2026 :

Article 1 : L'attribution d'une aide de 2 000 € à chaque particulier ci-dessous désigné :

NOM	Prénom	Ville
MORGADO	Alexandra	MARNAZ
PRUDHOMME	Clément	CLUSES
HURCET	Monique	COMBLOUX
SERRE	Marie-Laure	PASSY
FAVIER DU NOYER	Albert	AIX LES BAINS (Travaux réalisés à CLUSES)
JARJAT	Denis	BONNEVILLE
DURAND	Sébastien & Cécile	SALLANCHES
JEROME	Michel	LES HOUCHES
FAVREL-JOURDE ET KNORR	Emilien & Diana	LA ROCHE SUR FORON
POULY ET BASILE	Yannick & Doriane	SALLANCHES

PROCEDURES FONCIERES

DÉCISION N° 2026-D-037 : Convention d'occupation temporaire et précaire du domaine public autoroutier concédé à l'ATMB – Aménagement d'un ouvrage de dérivation du ruisseau de la Bézière à Magland

Article 1 : De procéder à la signature de la convention entre l'ATMB et le SM3A pour l'occupation temporaire et précaire du domaine public autoroutier concédé à l'ATMB permettant l'aménagement d'un ouvrage de dérivation du ruisseau de la Bézière à Magland.
Article 2 : De verser à l'ATMB une redevance forfaitaire de 533 €.

DÉCISION N° 2026-D-045 : Convention d'éviction et d'indemnisation des dégâts aux cultures dans le cadre des travaux de confortement des digues du Val d'Arve entre le GAEC de CHESSIN, la commune de Magland et le SM3A

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention d'éviction et d'indemnisation des dégâts aux cultures. Cette dernière prendra effet à la signature de la convention et arrivera à échéance au 1er juin 2027.
Article 2 : De verser, au GAEC du CHESSIN, une indemnisation de 16 000 €. Celle-ci sera versée dans les deux mois de la prise de possession.

DÉCISION N° 2026-D-051 : Convention de mise à disposition et d'autorisation de travaux pour le confortement du système d'endiguement du Val d'Arve à Magland entre la SCI du Val de Bronze et le SM3A

Article 1 : De procéder à la signature de la convention de mise à disposition et d'autorisation de travaux entre la SCI du Val de Bronze et le SM3A.

DÉCISION N° 2026-D-056 : Conventions d'éviction et d'indemnisation des dégâts aux cultures dans le cadre du projet du Ruisseau Chez Fournier sur la commune de Saint-Cergues entre le GAEC des Marades, SAUTHIER Thierry et le SM3A.

Article 1 : D'accepter les modalités des conventions d'éviction et d'indemnisation des dégâts aux cultures proposées au GAEC des Marades et à Monsieur SAUTHIER Thierry.
Article 2 : De verser, au GAEC des Marades une indemnité totale de 12 291.75 € comprenant l'indemnité d'éviction et l'indemnité de dégâts aux cultures, pour une emprise de 1 502 m², sur les parcelles cadastrées sur la commune de Saint-Cergues en section B, n° 3149, 3150, 3228 et 3229.
Article 3 : De verser, à Monsieur SAUTHIER Thierry, une indemnité totale de 2 323.46 € comprenant l'indemnité d'éviction et l'indemnité de dégâts aux cultures, pour une emprise de 992 m² sur les parcelles cadastrées sur la commune de Saint-Cergues en section B, n° 3153, 3154, 3155 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3161 et 3163.
Article 4 : De signer tout document relatif à cette décision,

DÉCISION N° 2026-D-059 : Echange des parcelles A1926p contre les parcelles A1925p et 1927p sur la commune de Servoz pour la régularisation foncière du chemin rustique de l'Arve et création d'une servitude de passage sur les parcelles A1643, A4536 et A4658 propriété du SM3A

Article 1 : D'acquérir la parcelle cadastrée en section A, numéro 1926p sur la commune de Servoz, pour une emprise approximative de 720 m²,
Article 2 : De céder les parcelles cadastrées en section A, numéros 1925p et 1927p, sur la commune de Servoz, pour une emprise approximative de 480 m²,
Article 3 : De créer une servitude de passage au profit des époux FELISAZ sur les parcelles cadastrées en section A, numéros 1943, 4636 et 4658 appartenant au SM3A
Article 4 : L'ensemble de cette opération sera réalisé sans soulte ; les frais d'actes étant à la charge du SM3A,
Article 5 : De mandater un cabinet foncier pour la rédaction de l'acte administratif correspondant,
Article 6 : De signer tout document relatif à la préparation de l'acte, et à l'échange des parcelles susmentionnées

DÉCISION N° 2026-D-063 : Convention d'autorisation temporaire pour l'installation d'une base vie dans le cadre des travaux de confortement des digues de l'Arve sur les communes d'Ayze et de Bonneville

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention d'autorisation temporaire pour l'installation d'une base vie, pour la période allant du 1er septembre 2026 au 29 février 2028, sur la parcelle cadastrée en section D, numéro 2522 située sur la commune d'Ayse pour un montant d'indemnisation de 100 000 euros pour une durée de 24 mois,

Article 2 : De signer tout document découlant de cette décision,

DÉCISION N° 2026-D-064 : Convention de mise à disposition et de travaux sur les parcelles D1999, D2002 et D2522 sur la commune d'Ayze

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention de mise à disposition et de travaux sur les parcelles D1999, D2002 et D2522 sur la commune d'Ayze pour la période allant du 1er septembre 2026 au 29 février 2028, sur les parcelles cadastrées D1999, D2002 et D2522 situées sur la commune d'Ayse pour une durée de 18 mois,

Article 2 : De signer tout document découlant de cette décision,

DÉCISION N° 2026-D-065 : Conventions de mise à disposition de locaux et d'une partie de parcelle entre le SM3A et la CC4R dans le cadre de la réalisation des travaux de restauration du marais des Tattes

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention de mise à disposition à titre gratuit d'une partie de parcelle de la CC4R au SM3A, cadastrée en section A numéro 2268 sur la commune de la Tour du 1er août 2026 au 30 novembre 2026.

Article 2 : D'accepter les modalités de la convention de mise à disposition à titre gratuit d'un bâtiment de la CC4R au SM3A situé sur la parcelle cadastrée en section A numéro 1790 sur la commune de Ville-en-Sallaz du 1er août 2026 au 30 novembre 2026.

Article 3 : De signer les deux conventions susmentionnées ainsi que tout document afférent.

DÉCISION N° 2026-D-067

Objet : Acquisition des parcelles D160a, D163a et D185a sur la commune de Magland, pour le projet de confortement des digues de l'Arve, au profit du SM3A –

Article 1 : De procéder à l'acquisition des parcelles cadastrées en section D, numéro 160a, 163a et 185a, sur la commune de Magland, au prix de vente fixé à 6.96 €, indemnité de remploi comprise pour 18 m² ; les frais d'actes étant à la charge du SM3A,

Article 2 : De signer tout document relatif à la préparation de l'acte et à l'acquisition des parcelles susmentionnées,

DÉCISION N° 2026-D-069 : Autorisation d'occupation temporaire des parcelles C1100, C1105, C1151, C1156, C1810, C1812, C1816, CR69(DP), CR71(DP), CR72(DP), CR73(DP), CR74(DP), CR75(DP), CR76(DP), CR77(DP), CR78(DP), D17, D20, D59, DR79(DP), DR80(DP), DR81(DP), DR82(DP), DR83(DP), DR84(DP), F6, F485, F486, F487, F489 F491, FR43(DP), FR44(DP), FR106(DP), et FR109(DP) propriété de la commune de Fillinges, pour le projet de restauration de la Menoge, au profit du SM3A

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention d'autorisation temporaire et autorisation de travaux sur les parcelles cadastrées en section C, numéros 1100, 1105, 1151, 1156, 1810, 1812, 1816 et numéros provisoires R69, R71, R72, R73, R74, R75, R76, R77, R78, en section D, numéros 17, 20, 59 et numéros provisoires R79, R80, R81, R82, R83, R84, en section F, numéro 6, 485, 486, 487, 489, 491 numéro provisoire R43, R44, R106 et R109, d'une surface totale de 21 059 m².

Article 2 : De signer tout document relatif à cette décision

DÉCISION N° 2026-D-074 : Acquisition de la parcelle AL466p sur la commune de Bonneville pour le projet de confortement des digues de l'Arve, au profit du SM3A

Article 1 : De procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée en section AL, numéro 446b sur la commune de Bonneville, au prix de vente fixé à 8 271.26 €, y compris l'indemnité de remploi, pour une emprise de 93 m² ; les frais d'acte étant à la charge du SM3A,

Article 2 : De signer tout document relatif à la préparation de l'acte et à l'acquisition de la parcelle susmentionnée,

DÉCISION N° 2026-D-077 : Convention de mise à disposition et de travaux sur les parcelles A680, A726, A769, A2128, A3719, A3721, A4096, A4097 sur la commune de Sallanches

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention de mise à disposition et de travaux sur les parcelles A680, A769, A2128, A3719, A3721, A4097 sur la commune de Sallanches pour la période allant du 1er juin 2026 au 31 juillet 2026 entre le SM3A et la commune de Sallanches
Article 2 : D'accepter les modalités de la convention de mise à disposition et de travaux sur les parcelles A726 sur la commune de Sallanches pour la période allant du 1er juin 2026 au 31 juillet 2026 entre le SM3A et la congrégation des sœurs de Saint-Joseph
Article 3 : D'accepter les modalités de la convention de mise à disposition et de travaux sur les parcelles A4096 sur la commune de Sallanches pour la période allant du 1er juin 2026 au 31 juillet 2026 entre le SM3A et la Copropriété du 509 ancienne route impériale
Article 4 : De signer les trois conventions et tout document découlant de la présente décision,

DÉCISION N° 2026-D-078 : Acquisition de la parcelle AT6p sur la commune de Bonneville pour le projet de confortement des digues de l'Arve, au profit du SM3A

Article 1 : De procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée en section AT, numéro 6b sur la commune de Bonneville, au prix de vente fixé à 2 529.60 €, y compris l'indemnité de remploi, pour une emprise de 1 054 m² ; les frais d'acte étant à la charge du SM3A,
Article 2 : De signer tout document relatif à la préparation de l'acte et à l'acquisition de la parcelle susmentionnée,

DÉCISION N° 2026-D-080 : Echange des parcelles AC231, AC233, AC235 et AC237 contre les parcelles AH 129 et AH 131 sur la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny pour le projet du jardin de découverte des milieux aquatiques – Modification de la décision 2024-D-222

Article 1 : De rembourser au GFA du JOVET le montant que ce dernier devra verser à l'administration fiscale : à hauteur de 80 € maximum,
Article 2 : De signer tout document découlant de cette décision,
Article 3 : Les articles 1, 2,3,4 et 5 de la décision 2024-D-222 restent inchangés,

DÉCISION N° 2026-D-086 : Convention de mise à disposition et de travaux sur les parcelles D1220, D1219 et D1635 sur la commune d'Ayze

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention de mise à disposition et de travaux sur les parcelles D1220, D1219 et D1635 sur la commune d'Ayze dès sa validation par les parties et jusqu'au 29 février 2028, sur les parcelles cadastrées D1220, D1219 et D1635 situées sur la commune d'Ayse,
Article 2 : De signer tout document découlant de cette décision,

DÉCISION N°2026-D-089 : Déconsignation de l'indemnité d'expropriation due à Monsieur CARRIER pour la parcelle cadastrée C872 sur la commune d'Arenthon

Article 1 : D'autoriser la Caisse des Dépôts et Consignations à déconsigner, la somme de 374.38 € ainsi que les intérêts produits depuis le 17/10/2008 au profit de Monsieur CARRIER Emmanuel Pierre Denis,
Article 2 : La Caisse des Dépôts et Consignations est chargée de l'exécution de la présente décision qui a été notifiée à l'exproprié et transmise au représentant de l'Etat dans le département,

DÉCISION N° 2026-D-090 : Convention d'occupation temporaire et d'autorisation de travaux sur la parcelle 0J342, commune de Scionzier, appartenant à la copropriété IMM STES SAUTHIER RIOU / LE MARTINET pour les travaux d'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture »

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention n°533 d'occupation et d'autorisation de travaux pour l'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture » sur la

parcelle cadastrée 0J342, commune de Scionzier et, pour une durée de 1 an à compter de sa signature et à titre gratuit ;
Article 2 : De créer, au profit du SM3A et à titre gratuit, une servitude de passage et d'entretien pour les ouvrages créés d'une emprise de 61 m² dans le périmètre de la parcelle cadastrée 0J342, à laquelle se rajoute une emprise sur la moitié du lit du Foron rive droite appartenant également au propriétaire ; compte tenu que les frais d'acte sont à la charge du SM3A ;
Article 3 : De mandater un cabinet foncier pour la rédaction de l'acte administratif correspondant ;
Article 4 : De signer tout document découlant de cette décision.

DÉCISION N° 2026-D-091 : Convention d'occupation temporaire et d'autorisation de travaux sur les parcelles 0J348 et 0J349, commune de Scionzier, appartenant à la commune de Scionzier pour les travaux d'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture »
Article 1 : D'accepter les modalités de la convention n°534 d'occupation et d'autorisation de travaux pour l'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture » sur les parcelles cadastrées 0J348 et 0J349, commune de Scionzier et, pour une durée de 1 an à compter de sa signature et à titre gratuit ;
Article 2 : De créer, au profit du SM3A et à titre gratuit, une servitude de passage et d'entretien pour les ouvrages créés d'une emprise de 106 m² dans le périmètre des parcelles cadastrées 0J348 et 0J349, à laquelle se rajoute une emprise sur la moitié du lit du Foron rive droite appartenant également à la commune ; compte tenu que les frais d'acte sont à la charge du SM3A ;
Article 3 : De mandater un cabinet foncier pour la rédaction de l'acte administratif correspondant ;
Article 4 : De signer tout document découlant de cette décision.

DÉCISION N° 2026-D-092 : Convention d'occupation temporaire et d'autorisation de travaux sur la parcelle 0K209, commune de Scionzier, appartenant à la copropriété GONZALES pour les travaux d'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture »
Article 1 : D'accepter les modalités de la convention n°535 d'occupation et d'autorisation de travaux pour l'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture » sur la parcelle cadastrée 0K209, commune de Scionzier et, pour une durée de 1 an à compter de sa signature et à titre gratuit ;
Article 2 : De créer, au profit du SM3A et à titre gratuit, une servitude de passage et d'entretien pour les ouvrages créés d'une emprise de 3 m² dans le périmètre de la parcelle cadastrée 0K209, à laquelle se rajoute une emprise sur la moitié du lit du Foron rive gauche appartenant également au propriétaire ; compte tenu que les frais d'acte sont à la charge du SM3A ;
Article 3 : De mandater un cabinet foncier pour la rédaction de l'acte administratif correspondant ;
Article 4 : De signer tout document découlant de cette décision.

DÉCISION N° 2026-D-093 : Convention d'occupation temporaire et d'autorisation de travaux sur les parcelles 0K214 et 0K215, commune de Scionzier, appartenant à Mme BOGGIO-BERTINET pour les travaux d'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture »
Article 1 : D'accepter les modalités de la convention n°536 d'occupation et d'autorisation de travaux pour l'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture » sur les parcelles cadastrées 0K214 et 0K215, commune de Scionzier et, pour une durée de 1 an à compter de sa signature et à titre gratuit ;
Article 2 : De créer, au profit du SM3A et à titre gratuit, une servitude de passage et d'entretien pour les ouvrages créés d'une emprise de 102 m² dans le périmètre des parcelles cadastrées 0K214 et 0K215, à laquelle se rajoute une emprise sur la moitié du lit du Foron rive gauche appartenant également au propriétaire ; compte tenu que les frais d'acte sont à la charge du SM3A ;

Article 3 : De mandater un cabinet foncier pour la rédaction de l'acte administratif correspondant ;
Article 4 : De signer tout document découlant de cette décision.

DÉCISION N° 2026-D-094 : Déconsignation de l'indemnité d'expropriation due à Monsieur VIANO pour la parcelle cadastrée D980 sur la commune de Saint-Pierre-en -Faucigny
Article 1 : D'autoriser la Caisse des Dépôts et Consignations à déconsigner, la somme de 1 048.20 € ainsi que les intérêts produits depuis le 23/11/2011 au profit de Monsieur VIANO Serge, pour l'expropriation de la parcelle D980 sur la commune de Saint-Pierre-en-Faucigny.
Article 2 : La Caisse des Dépôts et Consignations est chargée de l'exécution de la présente décision qui a été notifiée à l'exproprié et transmise au représentant de l'Etat dans le département,

DÉCISION N° 2026-D-098 : Convention d'autorisation temporaire pour permettre l'accès au chantier de restauration du marais des Tattes et du Thy entre Annick FONTA née ROUCOLLE, Chantal TROUILLER née ROUCOLLE, Philippe LANSARD et le SM3A
Article 1 : De procéder à la signature de la convention d'autorisation temporaire pour permettre l'accès au chantier de restauration du marais des Tattes et du Thy entre Annick FONTA née ROUCOLLE, Chantal TROUILLER née ROUCOLLE, Philippe LANSARD et le SM3A.

DÉCISION N° 2026-D-099 : Acquisition de la parcelle B1240, sur la commune de Verchaix dans le cadre du projet de l'élargissement en rive droite du Giffre au niveau de la STEP de Morillon, au profit du SM3A
Article 1 : De procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée en section B, n°1240, sur la commune de Verchaix, d'une emprise cadastrale totale de 595 m² pour un montant de 595 € ; les frais d'actes étant à la charge du SM3A,
Article 2 : De mandater un cabinet foncier pour la rédaction de l'acte administratif d'acquisition,
Article 3 : De signer tout document découlant de cette décision.

DÉCISION N° 2026-D-109 : Convention d'occupation temporaire et d'autorisation de travaux sur la parcelle 0K209, commune de Scionzier, appartenant à Mr BERNARD pour les travaux d'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture »
Article 1 : D'accepter les modalités de la convention n°535 d'occupation et d'autorisation de travaux pour l'aménagement du seuil ROE14742 dit « de l'ancienne pisciculture » sur la parcelle cadastrée 0K209, commune de Scionzier à compter de sa signature et à titre gratuit ;
Article 2 : De créer, au profit du SM3A et à titre gratuit, une servitude de passage et d'entretien pour les ouvrages créés d'une emprise de 3 m² dans le périmètre de la parcelle cadastrée 0K209, à laquelle se rajoute une emprise sur la moitié du lit du Foron rive gauche appartenant également au propriétaire ; compte tenu que les frais d'acte sont à la charge du SM3A ;
Article 3 : De mandater un cabinet foncier pour la rédaction de l'acte administratif correspondant ;
Article 4 : De signer tout document découlant de cette décision.

DÉCISION N° 2026-D-0114 : Acquisition des parcelles B4842 et B4844 et Adhésion à l'ordonnance d'expropriation pour les parcelles B4841 et B4843, situées sur la commune de Bonne, pour le projet de restauration de la Menoge, au profit du SM3A
Article 1 : De procéder à l'acquisition des parcelles cadastrées sur la commune de Bonne, en section B, numéros, 4842, et 4844, lieu-dit « Les Près Potex » d'une surface de totale de 1167 m², au prix de vente fixé à 2 895.24 €, indemnité de remploi comprise ; les frais étant à la charge du SM3A,
Article 2 : De procéder à la signature du traité d'adhésion et de procéder au paiement de l'indemnité due pour les parcelles cadastrées sur la commune de Bonne, en section B, numéros 4841 et 4843 d'une emprise de 119 m², d'un montant de 533.40 €.
Article 3 : De signer tout document découlant de cette décision,

DÉCISION N° 2026-D-121 : Adhésion à l'ordonnance d'expropriation pour les parcelles F1733, F1734, F1735 et F1736, situées sur la commune de Fillinges, pour le projet de restauration de la Menoge, au profit du SM3A

Article 1 : De procéder à la signature du traité d'adhésion et de procéder au paiement de l'indemnité due pour les parcelles cadastrées sur la commune de Fillinges, en section F, numéros 1733, 1734, 1735 et 1736 d'une emprise totale de 611 m², pour un montant de 760.86 €, toutes indemnités confondues.

Article 2 : De signer tout document découlant de cette décision,

DÉCISION N° 2026-D-123 : Autorisation de travaux et création d'une servitude sur les parcelles A3289, A3290 sur la commune de Vallorcine, pour l'aménagement du torrent de l'Eau Noire, au profit du SM3A

Article 1 : D'accepter les modalités de la convention de servitude et d'autorisation de travaux sur les parcelles cadastrées en section A, n°3289 et 3290, pour le projet de l'aménagement du torrent de l'Eau Noire sur la commune de Vallorcine,

Article 2 : La création d'une servitude, au profit du SM3A, sur les parcelles cadastrées, sur la commune de Vallorcine, en section A, n°3289 et 3290 pour une emprise totale de 42 m² ; les frais d'actes étant à la charge du SM3A,

Article 3 : De mandater un cabinet foncier pour la rédaction de l'acte authentique en la forme administrative de servitude,

Article 4 : De signer tout document découlant de cette décision.

DIVERS

DÉCISION N° 2026-D-043 : Renouvellement adhésion au « Cluster Eau » pour 2026

Article 1 : De renouveler l'adhésion du SM3A au « Cluster Eau » pour l'année 2026 et de signer tous les documents afférents.

Article 2 : Le montant de l'adhésion est de 700€ pour l'année 2026.

DÉCISION N° 2026-D-046 : Renouvellement de l'adhésion à l'Association France Digues et de la cotisation à l'association pour la maintenance évolutive du logiciel métier SIRS - année 2026.

Article 1 : De renouveler l'adhésion du SM3A pour l'année 2026 à l'association France Digues - située aux 2 chemins des marronniers - 38 100 GRENOBLE pour un montant de 2 550,00 €, calculée sur une base forfaitaire de 750,00 € plus 30 € du km de digues en gestion, le SM3A gérant environ 60 km pour l'année 2026.

Article 2 : De renouveler la cotisation à l'association France Digues pour la maintenance évolutive du logiciel métier SIRS pour un montant de 3500€ pour l'année 2026.

DÉCISION N° 2026-D-082 : Fonds Air Bois – Avenant n°7 à la Convention pour la mise à disposition d'informations sur les bénéficiaires du Fonds Air Bois se trouvant sur la commune de VOUGY dans la cadre de l'abondement supplémentaire de 500 € par la mairie de VOUGY

Article 1 : de signer un avenant n°7 à la convention de mise à disposition d'informations sur les bénéficiaires du Fonds Air Bois se trouvant sur la commune de VOUGY pour le versement d'une prime supplémentaire accordée par la commune, modifiant les points suivants :

- Les conditions de mise à disposition des données : Les dossiers Fonds Air Bois concernés par l'avenant sont les suivants :
  - Les dossiers Fonds Air Bois ayant fait l'objet d'un dépôt de demande d'instruction au SM3A en 2026 ;
- La durée de mise à disposition :
  - La mise à disposition des données au titre de l'article 2 est valable pour l'année 2026 et dans la limite des crédits disponibles pour permettre le versement des primes du Fonds Air Bois jusqu'à cette date et l'envoi des dossiers

concernés à la commune de VOUGY pour le versement de la prime supplémentaire.

DÉCISION N° 2026-D-087 : Convention avec EDF pour la mise à disposition du portique de la station de débit de Pont du Giffre en vue d'installer une station hydrométrique avec caméra

Article 1 : De procéder à la signature de la convention entre EDF et le SM3A autorisant l'installation d'une caméra par le SM3A sur la station de débit EDF de Pont du Giffre pour une période de 5 ans, reconductible par avenant.

DÉCISION N° 2026-D-106 : Avenant à la convention de recherche et développement relative à l'étude de la pollution en chlorates et perchlorates dans la vallée de l'Arve et le bassin Genevois

Article 1 : D'approuver la modification de la convention de recherche et développement relative à « l'étude de la pollution en chlorates et perchlorates dans la vallée de l'Arve et le bassin Genevois », intégrant :

- L'évolution du programme d'actions,
- L'ajout d'une mission de relevés piézométriques complémentaires,
- La prolongation de la durée de l'étude.

Article 2 : De prendre acte de la modification du plan de financement de l'étude, excluant désormais le SM3A de toute participation financière supplémentaire à celle définie initialement et déjà versée.

Article 3 : De maintenir la participation du SM3A au projet en tant que coordinateur technique et partenaire institutionnel, sans contribution financière supplémentaire.

Article 4 : De signer l'avenant à la convention avec l'ensemble des partenaires : le BRGM, Annemasse Agglomération, la Communauté de communes du Genevois, la préfecture de Haute-Savoie et l'agence de l'eau.

DÉCISION N° 2026-D-107 : Convention de mise à disposition et d'échanges de données débit métriques entre le SM3A, la commune des GETS, la société SOLEGETS et le SM3A

Article 1 : D'approuver les termes de la convention de mise à disposition et d'échanges de données débit métriques entre la société SoleGets, la commune Les Gets et le SM3A.

Article 2 : De signer la convention et tout document afférant

DÉCISION N° 2026-D-118 : Convention de transmission de données entre EDF-HYDRO Alpes et le SM3A pour la réalisation de l'étude de dangers du système d'endiguement sur l'Arveyron Mer de Glace à Chamonix :

Article 1 : D'accepter et de signer la présente convention de transmission de données entre EDF-HYDRO Alpes et le SM3A pour la réalisation de l'étude de dangers du système d'endiguement sur l'Arveyron Mer de Glace à Chamonix – convention établie sans contrepartie financière :

DÉCISION N° 2026-D-119 : Souscription d'une ligne de trésorerie d'un montant de 500 000 €

Article 1 : De signer un contrat de ligne de trésorerie avec La Banque Postale répondant aux caractéristiques exposées ci-après :

- Montant maximal autorisé : 500 000 €
- Durée du contrat : 12 mois
- Taux d'intérêt : €STR majoré d'une marge de 0,69 %. Lorsque l'€STR est négatif, seul le montant de la marge est dû.
- Date d'effet du contrat : A compter de la date de réalisation du contrat et au plus tard le 1er juillet 2026.
- Commission de non-utilisation : 0,05% du montant non utilisé payable trimestriellement à terme échu le 8ème jour ouvré du trimestre suivant.
- Modalités de remboursement : Paiement trimestriel des intérêts et de la commission de non-utilisation.
- Modalités d'utilisation :

- L'ensemble des opérations de tirage et de remboursement est effectué par internet,
- Tirages / Versements : procédure de Crédit d'Office privilégiée

➢ Commission d'engagement : 300 € prélevés une seule fois.

Article 2 : De signer tout document nécessaire à la mise en œuvre et à l'exécution du contrat de ligne de trésorerie, notamment les demandes de tirage et de remboursement.

DÉCISION N° 2026-D-120 : Réalisation d'un contrat de prêt d'un montant de 2 000 000 € auprès de la Caisse d'Epargne.

Article 1 : De contracter auprès de la Caisse d'Epargne un emprunt de 2 000 000 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

- ✓ Montant : 2 000 000 €.
- ✓ Durée d'amortissement : 20 ans
- ✓ Amortissement : Constant
- ✓ Périodicité des échéances : Trimestrielle
- ✓ Taux d'intérêt : Taux variable indexé sur le Livret A majoré d'une marge de 1,23 %
- ✓ Commission d'engagement : 0.10% du montant financé.
- ✓ Option de passage à taux fixe : Possible à chaque date d'échéance, sur la durée résiduelle, sans indemnité, type d'amortissement inchangé. Délais de préavis : minimum 25 jours ouvrés avant la date d'échéance concernée.
- ✓ Typologie Gissler : 1A

Article 2 : De signer le contrat de prêt ainsi que tout document nécessaire à sa conclusion, à son exécution et au versement des fonds.

DÉCISION N° 2026-D-122 : Fonds Air Bois – Avenant n°8 à la Convention pour la mise à disposition d'informations sur les bénéficiaires du Fonds Air Bois se trouvant sur la commune de MARIGNIER dans la cadre de l'abondement supplémentaire de 250 € par la mairie de MARIGNIER.

Article 1 : De signer l'avenant n°8 à la convention de mise à disposition d'informations sur les bénéficiaires du Fonds Air Bois se trouvant sur la commune de MARIGNIER pour le versement d'une prime supplémentaire accordée par la commune, modifiant les points suivants :

- Les conditions de mise à disposition des données : Les dossiers Fonds Air Bois concernés par l'avenant sont les suivants :
  - Les dossiers Fonds Air Bois ayant fait l'objet d'un dépôt de demande d'instruction au SM3A du 01/01/2026 au 31/12/2026 ;
- La durée de mise à disposition :
  - La mise à disposition des données au titre de l'article 2 est valable jusqu'au 31/12/2026 dans la limite des crédits disponibles pour permettre le versement des primes du Fonds Air Bois jusqu'à cette date et l'envoi des dossiers concernés à la commune de MARIGNIER pour le versement de la prime supplémentaire.

****

Considérant que lors de chaque réunion de l'organe délibérant, la présidente doit rendre compte des décisions prises en vertu des délégations consenties

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend connaissance des décisions du Président N°2026-D-001 ; 2026-D-036 à 2026-D-059 ; 2026-D-061 à 2026-D-096 ; 2026-D-098 à 226-D-114 ; 2026-D-116 ; 2026-D-118 à 2026-D-123.

D2026-04-03 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – CREATION DES COMITES CONSULTATIFS - COMITES DE RIVIERES

La présidente propose à l'assemblée de voter pour la création de 6 comités de rivière, qui devraient se réunir en moyenne deux fois par an. Pour chacun d'entre eux, elle désignera par arrêté un vice-président ou une vice-présidente en charge du secteur, qui devra entre autres présider le comité de rivières. Plus largement, son rôle sera de suivre les sujets du SM3A sur le territoire et de faire le lien avec les élus.

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5711-1, L.5211-1, L.2143-2 ;
Vu les statuts du SM3A approuvés par l'arrêté préfectoral PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 ;

Considérant que l'article L.2143-2 du Code générale des collectivités territoriales (rendu applicable par renvois des articles L5711-1 et L5211-1 du même code) permet la constitution de comités consultatifs sur tout problème d'intérêt du syndicat, concernant tout ou partie du territoire du SM3A ;
Considérant qu'ils sont librement créés par l'assemblée délibérante qui en fixe la composition valable pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat en cours ;
Considérant que contrairement aux commissions, ces comités peuvent comprendre des personnes qui ne font pas partie du comité syndical ;
Considérant l'avis favorable du Bureau en date du 12 juin 2026 sur la création et la composition des comités de rivière ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Crée les comités de rivière suivants :
- Arve Amont : Arve et Affluent depuis Vallorcine jusqu'à Sallanches
- Arve Médian : Arve et Affluents depuis Magland jusqu'à Contamines sur Arve en rive droite et Bonneville en rive gauche, y compris Marignier
- Arve Aval : Arve et Affluent depuis Nangy en rive droite Saint Pierre en Faucigny en rive gauche jusqu'à la frontière
- Giffre Risse : Le Giffre et ses affluents hors Marignier
- Borne, Foron de la Roche et Nant de Sion : Le Borne, le Foron de la Roche et le Nant de Sion et leurs affluents
- Menoge : La Menoge et ses affluents

Article 2 : Fixe comme suit la composition de ces comités de rivière :
- La présidente du SM3A
- Le ou les vice-Présidents du SM3A des territoires concernés
- Les membres du Bureau du SM3A des territoires concernés
- Les délégués titulaires et suppléants SM3A des EPCI concernées
- Les Maires et Présidents des collectivités et EPCI concernées seront invités et pourront se faire représenter par des élus ou des agents de leur choix en fonction des ordres du jour et sujets abordés

Article 3 : **Définit** les missions du comité de rivière :
Les comités de rivières sont des organes consultatifs territoriaux :
- Prendre connaissance et étudier les projets en cours ou thématiques particulières du secteur concerné
- Formuler des propositions sur les dossiers du sous-bassin hydrographique du comité de rivière
- Faire remonter et aborder les sujets et problématiques émergentes du territoire
- Donner des avis sur tout sujet concernant

D2026-04-04 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - Fonctionnement des assemblées – CREATION DES COMMISSIONS THEMATIQUES

La présidente présente à l'assemblée l'idée de créer plusieurs commissions thématiques. Le sujet a été discuté en bureau, il est important d'ouvrir à d'autres thématiques que les milieux aquatiques et la protection des inondations, qui sont importants et seront chacun l'objet d'une commission. Elle propose de créer une commission dédiée à la communication, une autre à la pédagogie avec en particulier le jardin de découvertes sur le site du syndicat, et une dernière consacrée à la GEMAPI opérationnelle qui permettrait de faire le tri sur les différentes questions concernant les limites des compétences de chacun.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1 et L.5212-16 ;

Considérant que les commissions prévues par cet article peuvent être constituées pour l'exercice d'une compétence déterminée ;
Considérant que l'article L.5212-6 du Code général des collectivités territoriales permet au comité du syndicat de « former, pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences, des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions » ;
Considérant que le Comité syndical dispose d'une totale liberté pour fixer le nombre de membres, leurs compositions, et leur fonctionnement ;
Considérant que le bon fonctionnement du syndicat implique un travail préparatoire renforcé sur certaines thématiques techniques ;
Considérant qu'il est opportun de créer des commissions thématiques permettant d'associer les délégués du comité syndical à la préparation des décisions ;
Considérant que ces commissions n'ont qu'un rôle consultatif ;
Considérant l'avis favorable du bureau du 11 juin 2026 relatif à la création de commissions thématiques ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Crée les commissions thématiques suivantes :
- Milieux naturels aquatiques
- Prévention des inondations
- Communication
- Pédagogie et jardin de découverte
- « GEMAPI opérationnelle »

Article 2 : Définit la composition des commissions comme suit :
- La présidente
- Le/la vice-présidente ayant délégation dans le domaine le cas échéant
- Tous les membres titulaires et suppléants du SM3A ayant indiqué leur souhait d'être membre de la-dite commission

Article 3 : Précise le fonctionnement et le rôle des commissions comme suit :
- La commission se réunit sur convocation de la présidente ou du vice-président ayant reçu délégation dans le domaine
- Elle émet des avis, propositions et réflexions
- La commission est purement consultative

Article 4 : Autorise la présidente ou son représentant à signer tout acte nécessaire à son exécution.

D2026-04-05 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE -- Election des membres titulaires et suppléants de la Commission d'Appel d'Offres

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1411-5, L.1414-2, L.1414-3, L.2121-21 et D.1411-3 à D.1411-5 ;
Vu le Code de la commande publique ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) ;
Vu la délibération D2026-03-09 du 21 mai 2026 fixant les conditions de dépôt des listes pour la désignation de la commission d'appel d'offres ;

Considérant qu'il convient de composer une Commission d'Appel d'Offres pour le SM3A pour la durée du mandat ;
Considérant qu'en application des articles L.1414-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Commission d'Appel d'Offres intervient dans le cadre des procédures de passation des marchés publics relevant de sa compétence ;
Considérant qu'elle est notamment chargée d'attribuer les marchés publics pour lesquels son intervention est requise et qu'elle émet un avis sur tout projet d'avenant à un marché public initialement soumis à la Commission d'Appel d'Offres lorsque cet avenant entraîne une augmentation du montant global supérieure à 5 % ;
Considérant qu'aux termes de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, la Commission d'Appel d'Offres est composée du Président du syndicat ou de son représentant, président de la commission, et de cinq membres titulaires ainsi que de cinq membres suppléants élus au sein du Comité syndical ;
Considérant que peuvent également participer aux réunions de la Commission d'Appel d'Offres avec voix consultative :

- Le comptable public compétent ;
- Un représentant de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, lorsque celui-ci y est régulièrement convoqué ;
- Des personnalités désignées par le Président de la Commission en raison de leur compétence dans la matière faisant l'objet du marché ;
- Un ou plusieurs agents du syndicat compétents dans la matière faisant l'objet du marché ;

Considérant qu'il convient de procéder à l'élection d'un nombre égal de membres titulaires et de membres suppléants ;
Considérant que les suppléants ne sont pas nommément affectés à un membre titulaire ;
Considérant que l'élection des membres titulaires et suppléants a lieu sur une même liste, sans panachage ni vote préférentiel, selon les modalités du scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;
Considérant que les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, l'élection se fait à bulletins secrets, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule liste est déposée, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote.

Considérant qu'une seule liste a été déposée dans les conditions fixées par la délibération D2026-03-09 du 21 mai 2026 ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte du dépôt d'une seule liste de membres de la Commission d'Appel d'Offres du SM3A et la nomination des membres de cette commission ainsi composée (en plus de la présidente) :

	Titulaires		Suppléants
1	BOUVARD Christian	1	VIALE Patrick
2	DESBIOLLES Laurent	2	COMBETTE Jean
3	VANNSON Chantal	3	COUDURIER Chantal
4	CATHELINEAU Cyril	4	GERVOIS Sonia
5	DUNAND Basile	5	JULIENNE Marcel

D2026-04-06 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Création d'une commission « MAPA » (Marchés à procédure adaptée)

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21, L.2121-22 ;
Vu le Code de la Commande publique, notamment les articles R. 2123-1 à R. 2123-5 ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) ;
Vu la délibération D2026-04-05 portant élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) ;

Considérant que le SM3A peut constituer des commissions consultatives, qui sans avoir de pouvoir de décision peuvent être chargées de donner des avis ;
Considérant que la Commission d'Appel d'Offres n'est pas compétente pour attribuer les marchés à procédure adaptée ainsi que les marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables ;
Considérant qu'en deçà des seuils européens, le SM3A peut passer ses marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée ou des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables, dont les modalités sont librement définies par l'acheteur dans le respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures ;
Considérant qu'il est possible de constituer au sein du SM3A, une commission consultative par soucis de transparence pour émettre un avis sur le rapport d'analyse des offres, le classement et le choix du titulaire :

- Dans le cadre des consultations pour les marchés dont le montant estimé est supérieur à 60 000 € HT et inférieur aux seuils de procédure formalisée
- Ainsi que pour les autres marchés à procédure adaptée ou négociés sans mise en concurrence préalable dont le montant estimé est inférieur à 60 000 € HT sur souhait du président et/ou des services,

Considérant que par cohérence, il semble opportun que les élus de la CAO soient également les élus de la commission MAPA,
Considérant que cette commission n'est soumise à aucune condition de quorum ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote.

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Approuve la création d'une commission consultative « Marchés à procédure adaptée : MAPA » telle que définie ci-après.
Article 2 : Approuve la composition, le rôle et le fonctionnement de la commission :

- Rôle et fonctionnement :
  - La Commission MAPA une commission consultative qui peut être réunie pour émettre un avis sur le rapport d'analyse des offres, le classement et le choix du titulaire :

- Dans le cadre des consultations pour les marchés dont le montant estimé est supérieur à 60 000 € HT et inférieur aux seuils de procédure formalisée
- Ainsi que pour les autres marchés à procédure adaptée ou négociés sans mise en concurrence préalable dont la valeur estimée est inférieure à 60 000 € HT sur souhait du président et/ou des services,

- La convocation sera réalisée par mail.
- La commission délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.
- Les agents du SM3A peuvent être invités à participer aux réunions avec voix consultative en raison de leurs compétences ou des dossiers examinés.

- Composition : La commission sera composée de la Présidente, de cinq membres titulaires et cinq membre suppléants

Article 3 : Prend acte d'une candidature par poste à pourvoir au sein de la commission « MAPA » et la nomination des membres de cette commission ainsi composée (en plus de la présidente) :

	Titulaires		**Suppléants**
1	BOUVARD Christian	1	VIALE Patrick
2	DESBIOLLES Laurent	2	COMBETTE Jean
3	VANNSON Chantal	3	COUDURIER Chantal
4	CATHELINEAU Cyril	4	GERVOIS Sonia
5	DUNAND Basile	5	JULIENNE Marcel

D2026-04-07 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Désignation de représentants à l'association France Digues

La présidente présente l'association France Digues qui regroupe une bonne partie des gestionnaires de digues de France, qui propose des journées techniques de formation à destination des techniciens mais aussi des élus.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 et L.2121-33 **;**
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A)
Vu les statuts de l'Association France Digues, association régie par la loi du 1er juillet 1901 dont le siège est à Saint Martin de Hères, qui a pour objet de :

- Créer, animer et assister le réseau des gestionnaires de digues et ouvrages de protection, constituant un lieu d'échange et de partage d'expériences et d'informations
- Renforcer les compétences des gestionnaires de digues par des actions de formation et de professionnalisation de la filière,
- Assurer la conception et la maintenance d'outils spécifiques et assister ses membres dans le cadre de l'utilisation de ces outils, notamment le SIRS digues
- Conduire des analyses pour le réseau de gestionnaire, et/ ou participer à des projets européens ou internationaux ;

Considérant que le SM3A est adhérent de l'association France Digues ;
Considérant que les statuts de l'association prévoient la désignation de représentants des structures adhérentes en fonction du linéaire de digues géré : 1 représentant jusqu'à 49km de digues gérés, 2 de 50 à 199 kilomètres, 3 au-delà et que chaque représentant a un suppléant ;
Considérant que le SM3A déclare un linéaire de digues de 60 kilomètres et dispose à ce titre de deux représentants titulaires et de deux suppléants ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote.

Considérant les candidatures de :

- Cyril CATHELINEAU en tant que représentant titulaire et Aline WATT-CHEVALLIER en tant que représentante suppléante ;
- Basile DUNAND en tant que représentant titulaire et Jean COMBETTE en tant que représentant suppléant ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : **Prend acte** d'une seule candidature a été présentée pour chacun des postes de représentants du syndicat à pourvoir au sein de l'association France Digues et la nomination de :

- Cyril CATHELINEAU en tant que représentant titulaire et Aline WATT-CHEVALLIER en tant que représentante suppléante ;
- Basile DUNAND en tant que représentant titulaire et Jean COMBETTE en tant que représentant suppléant ;

Article 2 : Autorise la Présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-08 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - Désignation de représentants à l'association Réseau d'Observation Météorologique du Massif Alpin (ROMMA)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 et L2121-33 ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A)
Vu la délibération D2018-03-07 portant adhésion du SM3A à l'association Réseau d'Observation Météorologique du Massif Alpin (ROMMA) ;
Vu les statuts de l'Association ROMMA, dont le siège est à Séchilienne, qui a pour objet :

- Le déploiement et l'entretien d'un réseau de stations météorologiques automatiques sur le massif alpin,
- La création, la gestion et la promotion du site internet de l'association visant à diffuser les relevés météorologiques des stations.

Considérant les missions de l'association Réseau d'Observation Météo du Massif Alpin (ROMMA) visant à regrouper l'ensemble des données en temps réel des stations partenaires (station météo appartenant à une personne physique ou morale), et des stations propriétés de ROMMA ;
Considérant que l'association ROMMA dispose d'un réseau de 19 stations météorologiques sur le bassin versant de l'Arve ;
Considérant les besoins en données climatologiques dans la réalisation des études du SM3A (études quantitatives de la ressource en eau, études de danger...) ;
Considérant, dans le cadre de la gestion de nos ouvrages, le besoin de suivi de la situation météorologique (cumuls pluviométriques et limite pluie neige) en période de crue notamment sur des territoires mal couverts par des stations de Météo France ;
Considérant que le SM3A est adhérent à l'association ROMMA depuis avril 2018 ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote.

Considérant la candidature d'Aline WATT-CHEVALLIER ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour le poste de représentant du syndicat à pourvoir au sein de l'association ROMMA et la nomination d'Aline WATT-CHEVALLIER
Article 2 : Autorise la présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-09 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – DESIGNATIONS DE REPRESENTANTS – Désignation du représentant de l'EPTB Arve au Comité de bassin Rhône Méditerranée

La présidente explique brièvement que le comité de bassin Rhône Méditerranée fait partie des 6 grands bassins hydrographiques en France, le Rhône-Méditerranée étant le plus gros. Un des rôles du comité de bassin est d'élaborer le SDAGE, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. On retrouve la même articulation dans chaque sous-bassin, comme celui de l'Arve, doté d'un SAGE, qui doit être conforme au SDAGE, piloté par la commission locale de l'eau (CLE), qui est l'équivalent local du comité de bassin. Ces commissions locales ou de bassin sont composées selon les mêmes règles : présence d'élus locaux, de représentants de l'Etat, mais aussi des usagers de l'eau que sont les pêcheurs, les industriels, les défenseurs de l'environnement, ou les agriculteurs.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 et L.2121-33 ;
Vu le Code de l'environnement notamment :
- L'article L213-12 relatif au Etablissements publics territoriaux de Bassin (EPTB) et au Etablissements publics d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE) ;
- L'article L211-7 relatif à la compétence GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) ;
- Les articles L213-8 et D213-19-1 relatifs à la composition des comités de bassin ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-63 de Madame la préfète coordinatrice du bassin Rhône Méditerranée relatif à la liste des établissements publics territoriaux de bassin (EPTB), et des établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE), syndicats mixtes compétents ou autres groupements dans le domaine de l'eau, représentés ou pouvant l'être au sein du comité de bassin Rhône-Méditerranée ;
Vu l'arrêté préfectoral PREF/DRCL/BCLB-2022-0002 du 17 janvier 2022 approuvant la modification des statuts du syndicat mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents ;

Considérant que le comité de bassin Rhône-Méditerranée est une assemblée de 165 membres nommés pour 6 ans, formée à 40% d'élus, à 40% d'usagers de l'eau (pêcheurs, industriels, associations de défense de l'environnement, agriculteurs...) et à 20% de représentants de l'Etat ;
Considérant que le comité de bassin débat et définit de façon concertée les grands axes de la politique de gestion de la ressource en eau et de protection des milieux naturels aquatiques ;
Considérant que les missions du comité de bassin sont les suivantes :
- Il définit les orientations de l'action de l'agence de l'eau et participe à l'élaboration de ses décisions financières ;
- Il adopte l'état des lieux et le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et élabore le registre des zones protégées ;
- Il donne un avis sur le programme de mesures et le programme de surveillance de l'état des eaux ;
- Il approuve la politique foncière de sauvegarde des zones humides menée par l'agence de l'eau ;

- Il est consulté sur le périmètre et le délai dans lequel doivent être élaborés ou révisés les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et donne un avis sur les projets de SAGE ;
- Il donne également son avis sur les projets de classements des cours d'eau prévus à l'article L. 214-17 du code de l'environnement et les projets d'objectifs environnementaux des milieux marins inclus dans les plans d'action pour le milieu marin ;
- Il constitue une des parties prenantes dans la mise en œuvre de la directive inondation
- Le périmètre d'intervention des établissements publics territoriaux de bassin est délimité après avis notamment du comité de bassin ;

Considérant que le SM3A exerce les missions suivantes : autorité GEMAPI, animateur du SAGE, porteur de la SLGRI sur deux territoires à risques d'inondation, porteur d'un PAPI et de contrats de financement avec l'Agence de l'eau et le Département ;
Considérant que le collège des représentants des EPTB, dont la composition est fixée par arrêté préfectoral, comporte 6 membres dont le SM3A ;
Considérant qu'il appartient au Comité syndical de désigner le représentant du SM3A appelé à siéger au sein de cette instance ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote.

Considérant la candidature d'Aline WATT-CHEVALLIER ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour le poste de représentant amené à siéger au sein des instances du comité de bassin Rhône Méditerranée, et à porter la voix du SM3A au sein du collège des EPTB et la nomination d'Aline WATT-CHEVALLIER.
Article 2 : Autorise la présidente à notifier la présente délibération à Madame la préfète coordinatrice du bassin Rhône Méditerranée et à Monsieur le Président du Comité de bassin ainsi qu'à signer tout document nécessaire.

D2026-04-010 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - Fonctionnement des assemblées – DESIGNATION D'UN REPRESENTANT AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21, L2121-33 ;
Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L731-1 à L733-2 relatifs à l'action sociale ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A)
Vu la délibération du SM3A n° 19-20 du 18 novembre 2000 portant adhésion du SM3A du Comité National d'action sociale ;

Considérant que la mise en œuvre d'une action sociale au bénéfice de leurs agents constitue une obligation légale et une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
Considérant que le SM3A a choisi d'adhérer en 2000 au CNAS pour satisfaire cette obligation ;
Considérant que le CNAS est une association loi 1901 à but non lucratif à portée nationale, qui a pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la fonction publique

territoriale et de leurs familles en proposant à leurs bénéficiaires un large éventail de prestation ;
Considérant qu'afin de mieux accompagner les collectivités dans cette démarche de valorisation de l'action sociale, le CNAS sollicite la désignation d'un représentant des élus, qui sera le porte-parole du Syndicat auprès du CNAS ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote. ;

Considérant la candidature d'Aline WATT-CHEVALLIER ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour le poste de représentant du syndicat à pourvoir au sein du CNAS la nomination d'Aline WATT-CHEVALLIER
Article 2 : Autorise la Présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-011 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - DESIGNATION DE REPRESENTANTS – Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : Désignation de représentants du SM3A au sein du comité de pilotage du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A), et notamment l'article 5.2 relatif aux compétences à la carte dont l'animation du « Fonds Air Bois » ;
Vu l'Arrêté préfectoral n° PAIC-2019-0044 du 29 avril 2019 approuvant le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) révisé pour 2019-2023 ;
Vu l'Arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0086 du 28 octobre 2025 portant modification de l'arrêté d'approbation du plan de protection de l'atmosphère de la vallée de l'Arve ;
Vu la délibération D2025-05-012 du 12 décembre 2025 approuvant la prolongation du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve en 2026 ;
Vu la convention de programme relative à la modernisation des appareils de chauffage individuels au bois bûches dans la vallée de l'Arve N° 22RAD0669, établie entre l'ADEME et le SM3A le 29 novembre 2022 ;
Vu la convention pour l'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire de la vallée de l'Arve et ses avenants, établie entre la Région Auvergne Rhône Alpes, le Département de la Haute-Savoie, le SM3A, les 5 communautés de communes du PPA et la commune de Chatillon-sur-Cluses le 29 novembre 2023 ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectif et de partenariat 2023-2026 et ses avenants « Opération de modernisation des appareils de chauffage - Fonds Air Bois n°2 » du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve portant sur la gestion du fonds destiné au versement des primes et aux dépenses d'animation, établie entre le SM3A, le Département de la Haute-Savoie, les 5 communautés de communes du PPA et la commune de Chatillon-sur-Cluses ;

Considérant la décision du bureau du PPA du 13 octobre 2025 de poursuivre le Fonds Air Bois EnR jusqu'au 31 décembre 2026 ;
Considérant la décision du bureau du PPA du 18 mai 2026 d'acter le principe de dépôt d'une demande de subvention ADEME par le SM3A pour le compte des cofinanceurs du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve pour la période 2027-2030, sans participation financière du SM3A ;

Considérant l'implication du SM3A dans la mise en œuvre du PPA actuel de par son portage en tant que structure animatrice et instructrice du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve depuis 2013
Considérant qu'à ce titre, il convient de désigner des élus référents pour siéger en représentation du SM3A au comité de pilotage du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote. ;

Considérant les candidatures de Cyril CATHELINEAU en tant que représentant titulaire et de Basile DUAND en tant que représentant suppléant au comité de pilotage du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour chacun des postes de représentant du syndicat au comité de pilotage du Fonds Air Bois de la vallée de l'Arve et la nomination de Cyril CATHELINEAU en tant que représentant titulaire et de Basile DUNAND en tant que représentant suppléant.
Article 2 : Autorise la Présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-012 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - DESIGNATION DE REPRESENTANTS – Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) : Désignation de représentants du SM3A au sein des instances du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A), et notamment l'article 5.2 relatif aux compétences à la carte dont l'animation du « Fonds Air Bois » ;
Vu l'Arrêté préfectoral n° PAIC-2019-0044 du 29 avril 2019 approuvant le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) révisé pour 2019-2023 ;
Vu l'Arrêté préfectoral n° PAIC-2025-0086 du 28 octobre 2025 portant modification de l'arrêté d'approbation du plan de protection de l'atmosphère de la vallée de l'Arve ;
Vu la délibération D2025-05-013 du 12 décembre 2025 portant approbation des modalités et du financement de l'animation du PPA en 2026 ;

Considérant l'implication du SM3A dans la mise en œuvre du PPA actuel de par son portage en tant que structure animatrice et instructrice du Fonds Air Bois et d'accueil de la chargée de mission coordination du PPA ;
Considérant que le SM3A est maître d'ouvrage de la prestation « Déploiement de la stratégie de communication du PPA 2026 », l'intégralité des dépenses liées étant financées par des partenaires du PPA, sans participation financière du SM3A ;
Considérant qu'à ce titre, il convient de désigner des élus référents pour siéger en représentation du SM3A :

- Au bureau du PPA,
- À la conférence locale de l'air (CL'Air),
- À la cellule opérationnelle de pilotage du déploiement de la stratégie de communication,

- Aux 3 commissions thématiques : Résidentiels et Tertiaire, Transports et Mobilités, et Activités économiques ;

Considérant que les nominations ou présentations de délégués du SM3A sont effectuées au scrutin secret uninominal ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote. ;

Considérant les candidatures de Cyril CATHELINEAU en tant que représentant titulaire et Jean COMBETTE en tant que représentant suppléant dans les différentes instances du PPA ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour chacun des postes de représentant du syndicat au sein des différentes instances Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve et la nomination de Cyril CATHELINEAU en tant que représentant titulaire et Jean COMBETTE en tant que représentant suppléant.
Article 2 : Autorise la Présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-013 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE - DESIGNATION DES REPRESENTANTS du SM3A aux comités consultatifs des réserves naturelles nationales de Contamines-Montjoie, Sixt-Fer-à-Cheval / Passy et Passy

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 et L.2121-33
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A)
Vu les arrêtés préfectoraux du 28 novembre 2022, de renouvellement des membres des comités consultatifs des réserves naturelles nationales :

- Arrêté n°DDT-2022-1349 pour la réserve naturelle des Contamines-Montjoie
- Arrêté n°DDT-2022-1346 pour la réserve naturelle de Sixt-Fer-à-Cheval/Passy
- Arrêté n°DDT-2022-1343 pour la réserve naturelle de Passy

Considérant que ces comités consultatifs sont composés de :
- représentants les collectivités territoriales ou de leurs groupements,
- représentants des services de l'Etat,
- représentants des propriétaires et des usagers,
- organismes scientifiques ou de représentants d'associations de protection de la nature,

Considérant que le SM3A siège au sein de ces comités consultatifs en qualité de représentant des collectivités territoriales ou de leurs groupements ;
Considérant que les membres des comités consultatifs sont désignés pour une durée courant jusqu'en novembre 2027 ;
Considérant qu'il appartient au comité syndical de désigner ses représentants appelés à siéger au sein de ces instances ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote. ;

Considérant les candidatures pour les comités consultatifs des réserves naturelles citées ci-dessus (une seule candidature par poste à pourvoir) ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour chacun des postes de représentant du syndicat au sein des comités consultatifs des réserves naturelles nationales et la nomiation de:

- Basile DUNAND comme titulaire et Julien AUFFORT comme suppléant au sein de la « Réserve naturelle des Contamines-Montjoie » ;
- Laurent TRONCHET comme titulaire et Cyril CATHELINEAU comme suppléant au sein de la « Réserve naturelle de Sixt-Fer-à-Cheval/Passy » ;
- Basile DUNAND comme titulaire et Julien AUFFORT comme suppléant au sein de la « Réserve naturelle de Passy » ;

Article 2 : **Autorise** la présidente ou son représentant à notifier ces désignations à Madame la Préfète et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération

D2026-04-014 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Désignation des représentants du SM3A aux comités de pilotage Natura 2000 de la vallée de l'Arve, du Haut Giffre, du Plateau de Loëx, du Roc d'Enfer et du Massif du Bargy.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 ;
Vu la directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 portant sur la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;
Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.414-1 à L.414-7 7 et R.414-8 à R.414-10 ;
Vu la loi 3DS du 21 février 2022 transférant partiellement la compétence Natura 2000 aux Régions et leur confiant le pilotage de la gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestre ;
Vu la délibération du Conseil Régional n° CP-2023-03 / 09-29-7381 du 10 mars 2023 approuvant les projets de conventions inter-régionales de désignation de la Région assurant le rôle d'autorité administrative pour les sites Natura 2000 inter-régionaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 août 2006 portant désignation du site Natura 2000 « Vallée de l'Arve » au titre de la directive Habitat ;
Vu l'arrêté ministériel du 17 mai 2016 portant désignation du site Natura 2000 « Vallée de l'Arve » au titre de la directive Oiseaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 21 février 2017 modifiant l'arrêté du 22 août 2006 portant désignation du site Natura 2000 « Vallée de l'Arve » au titre de la directive Habitat ;
Vu l'arrêté n° 2024-02-00080 du 05 novembre 2024 portant composition du Comité de pilotage du site Natura 2000 FR8201715 et FR8212032 « Vallée de l'Arve » ;
Vu l'arrêté ministériel du 6 avril 2006 portant désignation du site Natura 2000 du Haut-Giffre au titre de la directive Oiseaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 17 octobre 2008 portant désignation du site Natura 2000 du Haut-Giffre au titre de la directive Habitats ;
Vu l'arrêté 2011341-0006 de constitution du COPIL chargé de la mise en œuvre du document d'objectifs (DOCOB) du site Natura 2000 du Haut-Giffre en date du 7 décembre 2011 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2013-051-0009 modifiant la composition du COPIL Natura 2000 du Haut-Giffre en date du 20 février 2013 ;
Vu l'arrêté ministériel du 23 aout 2010 portant désignation du site Natura 2000 du Plateau de Loëx au titre de la directive oiseaux ;
Vu l'arrêté n°2026-00140 portant composition du COPIL Natura 2000 des sites Natura 2000 FR8201707 « Plateau de Loëx » et FR8212027 « Plateau de Loëx » en date du 24 avril 2026 ;
Vu l'arrêté ministériel du 7 mars 2006 portant désignation du site Natura 2000 « Roc d'Enfer » au titre de la directive Oiseaux ;

Vu l'arrêté n°2024-051-0009 portant composition du COPIL des sites Natura 2000 FR8201706 « Roc d'Enfer » et FR8212021 « Roc d'Enfer »;
Vu les arrêtés ministériels du 23 aout 2010 et 7 mars 2006 portant désignation des sites d'importance communautaire (SIC) et zone de protection spéciale (ZPS) « Massif du Bargy » classé Natura 2000, respectivement « FR8201705 » et « FR8210106 » ;
Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 2015 portant désignation du site Natura 2000 du massif du Bargy en zone de protection spéciale ;
Vu l'arrêté n°2025-02-00090 portant composition du COPIL des Natura 2000 FR8201705 « Massif du Bargy » et FR8210106 « Massif du Bargy » en date du 17 février 2025 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote. ;

Considérant les candidatures pour représenter le syndicat au sein des différents comités de pilotage NATURA 2000 (une seule candidature pour chaque poste) ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour chacun des postes de représentant du syndicat au sein des comités de pilotage NATURA 2000 et la nomiation de :

- Chantal COUDURIER comme titulaire et Valérie BOUVIER comme suppléante pour le NATURA 2000 de la vallée de l'Arve porté et animé par Asters - Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Savoie.
- Cyril CATHELINEAU comme titulaire et Laurent TRONCHET comme suppléant pour le NATURA 2000 du Haut Giffre, porté et animé par la Communauté de Communes des Montagnes du Giffre.
- Cyril CATHELINEAU comme titulaire et Laurent TRONCHET comme suppléant pour le NATURA 2000 du Plateau de Loëx (Taninges, Les Gets, Verchaix), porté et animé par la Communauté de Communes des Montagnes du Giffre.
- Jérôme HASSAN comme titulaire et Marcel JULIENNE comme suppléant pour le NATURA 2000 du Roc d'Enfer, porté et animé par Haut-Chablais interco.
- Christian BOUVARD comme titulaire et Chantal VANNSON comme suppléante pour le NATURA 2000 du Bargy, porté et animé par Asters - Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Savoie.

Article 2 : **Autorise** la Présidente à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-015 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE -- Désignation des représentants à la COMMISSION LOCALE DE L'EAU (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'Arve

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 ;
Vu le Code de l'environnement et notamment les articles : L.212-3 à L.212-11 et R121-29 à R.212-34 aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et à la commission locale de l'eau (CLE) ; notamment l'article R.212-31 du code de l'environnement, qui précise que « La durée du mandat des membres des collèges prévus aux 1° et 2° de l'article R. 212-30 est de six ans renouvelable. Tout membre de la commission locale de l'eau cesse d'y appartenir s'il perd la fonction en considération de laquelle il a été désigné. » ;
Vu l'arrêté préfectoral n°DDT-2018-1130, portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Arve ;
Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2023-0384 du 8 février 2023, portant renouvellement des membres de la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion

des eaux (SAGE) de l'Arve, modifié par l'arrêté préfectoral n° DDT-2023-0713 du 12 mai 2023 ; modifié par l'arrêté préfectoral n° DDT-2024-0314 du 19 janvier 2024 ; modifié par l'arrêté préfectoral n° DDT-2024-1468 du 4 décembre 2024 ; modifié par l'arrêté préfectoral n° DDT-2025-1020 du 25 **Vu** l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) et, notamment l'article 5.1 des statuts identifiant au tronc commun des compétences l'élaboration, l'animation et le suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) sur son périmètre ;

Considérant que la commission locale de l'eau (CLE) constitue l'instance chargée du pilotage et du suivi de la mise en œuvre et de l'application du SAGE ; et que cette instance de 93 membres est composée de 3 collèges : « collège des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, des établissements publics locaux », « collège des représentants des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations concernées », « collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics »,
Considérant que le précédent mandat des représentants des intercommunalités du collège des collectivités de la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE de l'Arve a pris fin avec les élections municipales des 15 et 22 mars 2026 ;
Considérant que le SM3A dispose de 5 représentants à la commission locale de l'eau (CLE) du SAGE de l'Arve qui sont à redésigner ;
Considérant que les nominations ou présentations de délégués du SM3A sont effectuées au scrutin secret uninominal ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote ;

Considérant les candidatures des élus pour représenter le syndicat au sein de la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'ARVE (une seule candidature pour chaque poste) ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour chacun des postes de représentant du syndicat au sein de la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'Arve et la nomination de :

- Aline WATT-CHEVALLIER
- Cyril CATHELINEAU
- Chantal VANNSON
- Basile DUNAND
- Hélène FAVRE-BONVIN

Article 2 : Autorise la Présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-016 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – Désignation de représentants au Groupement d'Intérêt Public (GIP) RGD SAVOIE MONT BLANC

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, L.2121-21 et L.2121-33 **;**
Vu la délibération D2023-05-04 du comité syndical du SM3A du 7 décembre 2023 portant adhésion du SM3A au GIP RGD SAVOIE MONT BLANC ;

Considérant que le groupement d'intérêt public RGD SAVOIE MONT BLANC a pour objet la gestion et la valorisation de données géolocalisées et de données publiques au service des

collectivités et organismes assurant une mission de service public des départements de Savoie et de Haute-Savoie.
Dans ce cadre, il a pour missions de :

- Mutualiser la production et l'actualisation des référentiels de données.
- Gérer le Réseau d'informations et de services (RIS 73-74) pour collecter et partager les référentiels et les données thématiques des partenaires.
- Administrer une infrastructure de données au service de ses membres et utilisateurs pour héberger et diffuser les données via des services de consultation ou d'exploitation dans le respect de la directive INSPIRE.
- Assurer l'expertise en gestion de base de données, le support technique, et la formation des utilisateurs.
- Animer le réseau de géomaticiens des départements de Savoie et de Haute-Savoie
- Exercer le rôle d'autorité publique locale compétente ou de coordonnateur technique pour la production, l'actualisation, et la diffusion du Plan de corps de rue simplifié (PCRS) et du Référentiel topographique à très grande échelle (RTGE).
- La RGD peut en outre exercer toute autre mission complémentaire se rattachant à son objet social, après accord du conseil d'administration.

Considérant que l'adhésion du SM3A au GIP RGD SAVOIE MONT BLANC présente un intérêt pour le bon fonctionnement de son système d'information géographique sur des aspects tels que :

- L'alimentation en données de références (cadastre, zonages réglementaires, photographies aériennes, réseaux, etc.)
- Les bénéfices liés aux avancées accomplies par de grands projets structurants (Orthophotographie, PCRS, etc.)
- L'appui technique en matière de système de gestion de bases de données
- Le conseil en géomatique

Considérant que dans la cadre de son adhésion, il est demandé au SM3A de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant ;
Considérant qu'en application des dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales :

- D'une part, les désignations se font au scrutin uninominal, sauf accord unanime de l'assemblée.
- D'autre part, si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir, les nominations prennent effet immédiatement, sans vote. ;

Considérant les candidatures d'Aline WATT-CHEVALLIER en tant que représentant titulaire et Jean-Louis TEMIL en tant que représentant suppléant ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Prend acte d'une seule candidature pour chacun des postes de représentants du syndicat au Groupement d'Intérêt Public (GIP) « RGD SAVOIE MONT BLANC » et la nomination d'Aline WATT-CHEVALLIER en tant que titulaire et Jean-Louis TEMIL en tant que suppléant.
Article 2 : Autorise la Présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-017 - INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE - PASSATION D'ACTES AUTHENTIQUES EN LA FORME ADMINISTRATIVE

La présidente explique que cette délibération concerne les actes portant sur les droits immobiliers, les acquisitions, les cessions, les servitudes, les personnes publiques pouvant passer soit par acte notarié, soit par acte authentique en forme administrative. En résumé, si la présidente acte à la place du notaire, elle ne peut pas signer, il faut donc que quelqu'un d'autre signe à sa place, il est proposé que ce soit Cyril Cathelineau, 1er vice-président.

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L1212-1 relatif à la possibilité pour les personnes publiques de passer pour les actes d'acquisition d'immeubles et de droits réels immobiliers ou de fonds de commerce soit en la forme administrative, soit par acte notarié ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L.5711-1, L.5211-1, et son article L.1311-13, qui habilite les présidents des syndicats mixtes à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au fichier immobilier, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux, passés en la forme administrative par ces collectivités et établissements publics ;

Considérant que les personnes publiques peuvent recourir, pour leurs acquisitions, cessions, échanges, constitutions de servitudes et plus généralement pour les actes portant sur des droits réels immobiliers, à des actes authentiques établis en la forme administrative
Considérant que les actes authentiques en la forme administrative présentent les mêmes effets juridiques et la même force probante que les actes authentiques reçus par un notaire
Considérant que le recours à cette procédure permet au syndicat de simplifier et d'optimiser la gestion de certaines opérations foncières, tout en garantissant la sécurité juridique des actes passés ; elle permet également un gain de temps et une économie des deniers publics ;
Considérant qu'en application de l'article L.1311-13 du Code général des collectivités territoriales, la Présidente du syndicat est habilitée à recevoir et authentifier les actes passés en la forme administrative ;
Considérant que lorsque la Présidente reçoit et authentifie un acte en la forme administrative, elle ne peut simultanément représenter le syndicat partie à cet acte ;
Considérant qu'il appartient dès lors au comité syndical de désigner un vice-président chargé de représenter le syndicat lors de la signature de ces actes ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Désigne le premier vice-président, ou en cas d'empêchement tout vice-président suivant dans l'ordre du tableau, pour représenter le syndicat dans les actes reçus et authentifiés par la Présidente en la forme administrative.
Article 2 : Autorise la Présidente ou son représentant à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-018 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – EXERCICE DES MANDATS LOCAUX - Indemnités de fonction à la présidente et aux vice-présidents du SM3A

La présidente souhaite faire une proposition à l'assemblée concernant les indemnités de fonction du 1er vice-président qui exerce des responsabilités particulières par rapport aux autres vice-présidents et de lui allouer une indemnités différenciée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5711-1, L5721-8, L5211-12, L5211-14, R5212-1 et R5711-1 ;
Vu le décret n° 2004-615 du 25 juin 2004 relatif aux indemnités de fonctions des présidents et vice-présidents des établissements publics de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales et des syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5721-8 du même code ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A)
Vu les délibérations D2026-03-02 du 21 mai 2026 relative à l'élection du président, et D2026-03-024 du 21 mai 2026 relative aux élections des vice-présidents du SM3A ;

Considérant que les présidents et vice-présidents des syndicats mixtes fermés, comme le SM3A, peuvent bénéficier d'indemnités de fonction ;

Considérant que le versement des indemnités des Vice- Présidents est subordonné à l'exercice effectif des fonctions correspondantes ;
Considérant que l'article L. 5211-12 du CGCT dispose que le montant total des indemnités versées ne peut excéder l'enveloppe indemnitaire globale constituée de l'indemnité maximale du président et des indemnités maximales des vice-présidents ;
Considérant que cette enveloppe est déterminée soit sur la base du nombre maximal de vice-présidents résultant de l'application de l'article L. 5211-10 du CGCT (20 % de l'effectif de l'organe délibérant, soit 12 vice-présidents), soit sur la base du nombre de vice-présidences effectivement exercées lorsque celui-ci est inférieur ;
Considérant l'élection au sein du SM3A de 11 Vice-Présidents ;
Considérant que les taux maximaux de l'indemnité de fonction sont fixés à 37,41 % de l'indice brut terminal de la fonction publique pour le président et à 18,70 % pour chaque vice-président, pour les syndicats mixtes fermés dont la population est supérieure à 200 000 habitants ;
Considérant qu'au cas par cas, les indemnités du président et des vice-présidents seront ajustées et, le cas échéant ne seront pas versées, conformément aux règles établies en matière d'écrêtement ;
Considérant l'enveloppe indemnitaire que pour le SM3A est déterminée conformément à l'article L. 5211-12 du CGCT, sur la base d'un président et de onze vice-présidents, correspondant au nombre de vice-présidences effectivement exercées, et calculée en appliquant les taux maximaux en vigueur à l'indice brut terminal de la fonction publique comme précisée ci-dessous

Enveloppes indemnitaires	**Taux de l'indice brut terminal de la fonction publique**	**Montant maximum bruts au 18 juin 2026 ***
Indemnité maximale de la Présidente	37.41%	1 537.75 €
Indemnités maximales des 11 Vice-Présidents	18.70%	7 686.70 €
Enveloppe indemnitaire mensuelle		9 224.45 €

**les montants servant de base à la détermination de l'enveloppe indemnitaire sont revalorisés automatiquement en fonction de l'évolution de l'indice brut terminal de la fonction publique.*

Considérant que le premier vice-président exerce des responsabilités particulières liées à ses délégations en matière de prévention des inondations et de qualité de l'air, ainsi qu'à sa mission permanente de suppléance de la présidente en cas d'absence ou d'empêchement ; que ces fonctions impliquent une charge de travail, un niveau de responsabilité et une disponibilité supérieure à ceux des autres vice-présidents et justifient, dès lors, une indemnité différenciée ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Instaure un régime d'indemnités pour les fonctions de présidente et de vice-présidents du SM3A.
Article 2 : Fixe les indemnités de fonction de présidente et des vice-présidents comme suit, qui seront versées mensuellement dans la limite de l'enveloppe indemnitaire, sous réserve des règles d'écrêtement

Fonction	**Taux de l'indice brut terminal de la fonction publique**
Présidente	37.41%
1er vice-président	26.70%
2ème au 11ème vice-président·e	17.90%

**de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, dans la limite de l'enveloppe globale maximale et dans le respect des règles d'écrêtement*

Article 3 : Autorise leur revalorisation automatique en fonction de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique.
Article 4 : Dit que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2026 et suivants.
Article 5 : Autorise la présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Annexe : Tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées

Fonction	**Pourcentage de l'indemnité (allouée en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)**
Présidente	37.41%
1er Vice- Président	26.70%
2ème Vice- Président	17.90%
3ème Vice- Président	17.90%
4ème Vice- Président	17.90%
5ème Vice- Président	17.90%
6ème Vice- Président	17.90%
7ème Vice- Président	17.90%
8ème Vice- Président	17.90%
9ème Vice- Président	17.90%
10ème Vice- Président	17.90%
11ème Vice- Président	17.90%

D2026-04-019 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – DELEGATION DE FONCTION - Délégations consenties à la présidente par le comité syndical (abrogation et remplacement de la délibération D2026-03-08)

Le directeur reprend les termes de cette délibération en expliquant que pour le fonctionnement du syndicat, comme certainement partout ailleurs, il y a besoin de faire un certain nombre de délégations du comité syndical à la présidente. Lors du comité d'installation, une première délibération sur le sujet avait été approuvée, qui reprenait les points de délégation nécessaires au bon fonctionnement du syndicat dès le jour de l'élection. Cette délibération doit être abrogée, et remplacée par cette délibération de délégation complète.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5711-1, L5211-1, L5211-9 et L5211-10 ;
Vu l'Arrêté PREF/DCRL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) ;
Vu la délibération n°D2026-03-02 du comité syndical du SM3A du 21 mai 2026 relative à l'élection de la présidente du SM3A ;
Vu la délibération n°D2026-03-08 du comité syndical du SM3A du 21 mai 2026 relative à aux délégations du comité syndical à la Présidente ;

Considérant que, conformément à l'article L.5211-10 du CGCT, le comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions à la présidente, à l'exception des compétences expressément exclues par la loi ;
Considérant que les matières déléguées relèvent de la compétence de la présidente pendant la durée de la délégation consentie ;
Considérant que le comité syndical peut à tout moment mettre fin, en tout ou partie, aux délégations consenties à la présidente ;
Considérant que les décisions prises par la présidente par délégation sont soumises aux mêmes règles de publicité que les délibérations du comité syndical et qu'il en est rendu compte à chaque réunion du comité syndical ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Approuve l'abrogation de la délibération D2026-03-08 du 21 mai 2026, qui est remplacée par la présente délibération.
Article 2 : Confie à la présidente délégation d'attribution dans les domaines suivants pour la durée de son mandat :

1) Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Les emprunts pourront être :

- À court, moyen ou long terme,
- Libellés en euros ou en devise,
- Avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts,
- Au taux d'intérêt fixe et ou/indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- Des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement,
- La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêts,
- La faculté de modifier la devise,
- La possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, la présidente pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

2) Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois pour la présidente dans la limite d'un montant annuel de 1 500 000 €, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index ou un taux fixe.

3) Réaliser, dans les conditions et limites ci-après définies, les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Au titre de la délégation, la présidente pourra :

- Procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restants dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées à l'article 1,
- Négocier avec tout établissement de son choix, les opérations nécessaires à l'exécution de sa politique, en recourant aux instruments financiers à terme suivants : contrats d'échange de conditions d'intérêts ou de devises (swaps), contrats de couverture de conditions d'intérêts ou de devises (cap, floor, collar), portant sur tous

indices disponibles sur les marchés financiers et offerts par tout établissement de crédit ou portant sur toutes devises d'un Etat membre de l'OCDE.

- Plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts,

4) Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
5) Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 10 000 € et de déposer des enchères au nom du syndicat dans la limite de 10 000€.
6) Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des accords-cadres et marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés selon une procédure adaptée en raison de leur montant, ainsi que des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque les crédits correspondants sont inscrits au budget.
7) Passer et exécuter des avenants entraînant soit une augmentation du montant global du marché initial inférieure à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, soit une diminution du montant global du marché initial, soit sans conséquence sur le montant global du marché initial (cession, changement de dénomination de l'entreprise, ajout d'un prix ou d'un produit au bordereau...).
8) Passer et exécuter les contrats d'assurance et leurs avenants éventuels, ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre afférentes.
9) Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux, le montant des offres du Syndicat à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes.
10) Déposer au nom du Syndicat des demandes d'autorisation d'urbanisme, des déclarations préalables et des demandes d'autorisation de travaux, exception faite des permis de construire qui demeurent de la compétence de la présente assemblée.
11) Intenter au nom du Syndicat Mixte les actions en justice, de défendre le SM3A dans les actions intentées contre lui ou d'intervenir au nom du SM3A dans les actions où celui-ci y a intérêt, d'exercer toutes les voies de recours utiles, y compris en cassation.

Cette délégation recouvre l'ensemble des contentieux du SM3A (civil, pénal, administratif, financier et tous autres ...) devant les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation, y compris en référé et pour toute autre procédure d'urgence.

La présidente est notamment autorisée à ce titre, à procéder à toute constitution de partie civile, devant toutes les juridictions (juridiction d'instruction, juridiction de jugement ...) ou maisons de justice pour le compte du SM3A dès lors que les intérêts de ce dernier ou ceux de ses agents ou de ses représentants élus seraient en cause, ceci en appel comme en cassation, et pourra exercer toutes les voies de recours utiles.

12) Régler au nom du Syndicat les demandes précontentieuses et recours gracieux, notamment par la conclusion de protocoles d'accord transactionnels.
13) Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice, experts et conseillers juridiques.
14) Procéder aux démarches foncières nécessaires dans la limite des crédits inscrits au budget et signer les actes correspondants (actes de vente, promesses de vente et documents d'arpentages, convention, servitudes,).
15) Approuver les projets de fonctionnement et d'investissement dans la limite 90 000 € HT, ainsi que leur plan de financement et les demandes de subventions afférentes, auprès des partenaires financiers, dès lors qu'ils ont fait l'objet d'une inscription budgétaire et qu'une décision est admise par les partenaires.
16) Prendre toutes décisions concernant la passation de conventions administratives, techniques ou financières dans la limite de 90 000 € HT dès lors que les montants ont fait l'objet d'une inscription budgétaire,
17) D'autoriser, au nom du SM3A, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.
18) Déposer des dossiers de Déclaration d'intérêt Général simplifié, ponctuelle et/ou d'urgence

19) Emettre les avis sur ouvrages, réseaux ou toute autre consultation ou enquête publique, localisés sur les ouvrages ou cours d'eau dont il a la gestion ou à portée locale dans ses domaines de compétences ;

Les décisions relatives aux matières susnommées sont prises, en cas d'empêchement de la présidente, par les vice-présidents dans l'ordre du tableau. La Présidente peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de fonction aux Vice-présidents dans les conditions prévues à l'article L.5211-9 du CGCT.

Article 3 : **Dit** que le comité syndical sera informé à chacune de ses séances des décisions adoptées par la présidente (ou les vice -présidents) au titre des présentes délégations.

D2026-04-020 - INSTITUTION ET VIE POLITIQUE – FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES - Désignation d'un référent déontologue pour les élus locaux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (article 218),

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1er,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local :

Considérant que le référent déontologue ou le collège de référents déontologue doit être désigné par délibération des organes délibérants ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que le référent déontologue ne peut être choisi parmi les personnes exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées un mandat d'élu local, ou n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

Considérant que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L 5721-2 peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes ;

Considérant l'accord de M. David BAILLEUL, Professeur des universités, Doyen en exercice de la de la Faculté de droit de l'Université Savoie Mont Blanc à la date de la délibération, spécialiste de droit et contentieux administratifs. M.DAVID BAILLEUL a exercé pendant plus de vingt ans une activité de conseil auprès des collectivités locales. Il a également une expérience pratique des questions de déontologie dans la fonction publique depuis plusieurs années, en ayant fait partie de diverses commissions de déontologie des agents publics. Il est actuellement le référent déontologue de l'Université Savoie Mont Blanc à la date de la délibération

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : **Désigne** M. DAVID BAILLEUL en qualité de référent déontologue des élus pour la durée du mandat débutant en 2026. Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

A la demande du référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

Article 2 : Précise les modalités de saisine et de délivrance du conseil comme exposé ci-dessous :

- Le référent déontologue peut être saisi par tout élu local de la collectivité.

- Le référent déontologue pourra être saisi directement par les élus, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue – Nom du syndicat- Confidentiel ».
- Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.
- Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral).
- Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.
- Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l'élu concerné.
- Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Article 3 : **Précise** que le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé à 80 euros TTC par dossier, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local. Le montant de l'indemnité est susceptible d'évoluer en cas de modification règlementaire.
Cette indemnité sera versée par le syndicat directement au référents déontologue, attestation de saisine à l'appui. Cette attestation sera fournie par le référent déontologue à l'issue de la saisine afin de justifier son intervention et sa rémunération selon des modalités à déterminer ultérieurement et pourra être ajustée en cas de modification règlementaire.
Article 4 : **Autorise** la Présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DOMAINE ET PATRIMOINE

D2026-04-021 - DOMAINE ET PATRIMOINE – AUTRES ACTES DE GESTION DU DOMAINE PRIVE : PASSATION D'ACTES AUTHENTIQUES EN LA FORME ADMINISTRATIVE : PURGE DES PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

Il est proposé à l'assemblée d'envisager la possibilité pour les actes de faible montant, soit inférieur à 7.700.00 €, ce qui représente beaucoup de nos acquisitions, de faire l'économie de la procédure de main levée d'hypothèque qui est normalement à la charge des vendeurs afin de gagner du temps dans les procédures, sans prendre de gros risques financiers. Il s'agit d'autoriser la présidente à payer les acquisitions sans accomplir les formalités de purge des privilèges et hypothèques.

Vu l'article L.1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui habilite les présidents des syndicats mixtes à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au fichier immobilier, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux, passés en la forme administrative par ces collectivités et établissements publics,
Vu l'article L2241-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui prévoit lorsque les communes et leurs établissements publics procèdent à des acquisitions immobilières à l'amiable suivant les règles du droit civil, ou lorsque l'acquisition a lieu sur licitation, le notaire rédacteur de l'acte procède s'il y a lieu, sous sa responsabilité, à la purge de tous privilèges et hypothèques ; que ladite purge peut être exempte pour les établissements publics en application de l'article R.2241-7 du même code,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article R.5211-13-6, modifié par le décret n°2021-1888 du 29 décembre 2021 – article 5 qui précise que le prix des acquisitions immobilières faites à l'amiable suivant les règles du droit civil ou après exercice du droit de préemption pour le compte des établissements publics de coopération intercommunale peut être payé au vendeur, après publication de l'acte au fichier immobilier, sans l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques inscrites lorsqu'il n'excède

pas un montant fixé par arrêté du ministre chargé du domaine et du ministre de l'intérieur. Ce montant est fixé à 7 700 €.
Vu la délibération du comité syndical D-2026-06-017 du 18 juin 2026, relative à la passation d'actes authentiques en la forme administrative,

Considérant que pour tout acte de vente authentique passé sous forme administrative pour un montant inférieur à 7 700 €, le syndicat a la possibilité d'alléger les frais de notaire pour le vendeur en ne proc édant pas à la demande de mainlevée d'hypothèque,
Considérant que cet allégement de frais pour les vendeurs facilite l'aboutissement des acquisitions,

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Autorise la présidente à payer le prix des acquisitions aux vendeurs, sans l'accomplissement des formalités de purge des privilèges et hypothèques inscrits, lorsqu'il n'excède pas 7 700 € pour l'ensemble de l'immeuble acquis.

FINANCES LOCALES

D2026-04-022 - FINANCES LOCALES - DECISIONS BUDGETAIRES - Compte de gestion 2025 du SM3A

La présidente laisse la parole à Grégory Corboz, qui explique à l'assemblée que la situation est un peu particulière cette année, du fait d'un problème survenu en début d'année sur les plateformes Helios du ministère des Finances. En temps normal le compte administratif et le compte de gestion sont votés en début d'année, au moment de l'approbation du budget. Le dysfonctionnement de la plateforme Helios n'ayant pas permis de le faire, il revient aux élus de ce nouveau mandat d'approuver ces chiffres, qui sont présentés rapidement à l'assemblée. Il est proposé à l'assemblée de prendre acte que le compte de gestion du comptable est exactement identique au compte administratif du SM3A.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-31 et L1612-12 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57 approuvée par l'arrêté du 30 décembre 2025 ;

Considérant que le compte de gestion établi par le comptable public assignataire retrace toutes les écritures et opérations budgétaires du syndicat et son approbation doit précéder le vote du compte administratif ;
Considérant que l'arrêté des comptes est constitué d'une part du vote du compte de gestion établi par le comptable public et d'autre part du compte administratif établi par l'ordonnateur ;
Considérant l'identité de valeur entre les écritures du compte administratif 2025 de l'ordonnateur et les écritures du compte de gestion du comptable public ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Approuve le compte de gestion 2025 du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents, celui-ci étant visé et certifié conforme par l'ordonnateur, celui-ci n'appelant ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

D2026-04-023 - FINANCES LOCALES - DECISIONS BUDGETAIRES - Compte administratif 2025 du SM3A

Grégory Corboz rappelle que le compte administratif 2025 présente les montants réalisés en dépenses et en recettes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-31, L1612-12, L2121-14 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57 approuvé par l'arrêté du 30 décembre 2025 ;
Vu la délibération D2026-04-022 du 18 juin 2026 portant approbation du compte de gestion 2025 du SM3A ;

Considérant que l'arrêté des comptes est constitué d'une part du vote du compte de gestion établi par le comptable public et d'autre part du compte administratif établi par l'ordonnateur ;
Considérant la concordance entre les données du compte administratif 2025 et le compte de gestion 2024 ;
Considérant que M. Bruno Forel, président du SM3A, était l'ordonnateur des dépenses pour l'année 2025 ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Adopte le compte administratif 2025 du Syndicat Mixte d'aménagement de l'Arve et de ses Affluents qui est conforme au compte de gestion du comptable public tel que présenté ci-dessous :

	CA 2025
Fonctionnement - Dépense	**8 315 413.03 €**
011 - Charges à caractère général	3 127 546.42 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	2 356 702.43 €
023 - Virement à la section d'investissement	0.00 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 336 725.62 €
65 - Autres charges de gestion courante	162 850.24 €
66 - Charges financières	266 196.47 €
67 - Charges spécifiques	65 391.85 €

Fonctionnement - Recette	**11 640 830.10 €**
Résultat reporté de l'exercice antérieur	***1 497 963.68 €***
002 - Résultat de fonctionnement reporté	1 497 963.68 €
Opérations sur l'exercice	***10 142 866.42 €***
013 - Atténuations de charges	298.38 €
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	491 164.00 €
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	17 340.00 €
74 - Dotations et participations	8 182 253.05 €
75 - Autres produits de gestion courante	174 547.33 €
77 - Produits spécifiques	1 277 263.66 €

Investissement - Dépense	**19 733 065.54 €**
Opérations sur l'exercice	***19 733 065.54 €***
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	491 164.00 €
041 - Opérations patrimoniales	976 636.60 €

13 - Subventions d'investissement	7 371.39 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	992 843.48 €
20 - Immobilisations incorporelles	774 234.79 €
204 - Subventions d'équipement versées	575 278.00 €
21 - Immobilisations corporelles	2 824 706.81 €
23 - Immobilisations en cours	9 247 574.03 €
458110 - Systèmes endiguement Etat	99 987.78 €
458112 - Décharge RD14 restauration - MO unique ETAT	3 277 995.91 €
458113 - SE Chatelaine - MOA unique Etat	47 769.74 €
458122 - véloroute SE Borne - Moa unique CD74	9 241.55 €
458123 - Aménagement seuil ROE6509 de la RD1203 Foron de la R.	0.00 €
458125 - Lagune Bogève - Moa unique commune BOGEVE	6 192.00 €
45818 - Chemin des Houches - Moa unique CCVCMB	132 283.59 €
458127 - Dévoiement réseaux aménagement eau noire	19 281.60 €
458128 - Mesures compensatoires Step Ocybele	250 504.27 €

Investissement - Recette	**17 422 421.91 €**
Résultat reporté de l'exercice antérieur	***228 701.42 €***
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	228 701.42 €
Opérations sur l'exercice	***17 193 720.49 €***
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 336 725.62 €
041 - Opérations patrimoniales	976 636.60 €
10 - Dotations, fonds divers et réserves	555 696.34 €
13 - Subventions d'investissement	5 201 374.00 €
23 - Immobilisations en cours	27 839.77 €
20 - Immobilisations incorporelles	3 600.00 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	6 000 000.00 €
458110 - Systèmes endiguement Etat	15 444.00 €
458210 - Systèmes endiguement Etat	404 344.91 €
458212 - Décharge RD14 restauration - MO unique ETAT	799 952.50 €
45828 - Chemin des Houches - Moa unique CCVCMB	201 489.99 €
458213 - SE Chatelaine - MOA unique Etat	255 954.06 €
458214 - Chatelaine MOA unique ATMB ouvrages	21 820.66 €
458215 - Chatelaine via Rhona - Moa unique Annemasse Agglo	15 547.74 €
458221 - Confortement SE plaine de la Glière - Mairie Sixt	13 668.00 €
458222 - Véloroute SE Borne - Moa unique CD74	11 022.60 €
458224 - Protections berges RG RD Borne vallée du BOUCHET	103 662.80 €
458225 - Lagune Bogève - Moa unique commune BOGEVE	42 000.00 €
458228 - Mesures compensatoires Step Ocybele	206 940.90 €

Ainsi le compte administratif fait apparaitre les résultats ci-dessous :

FONCTIONNEMENT	2025
DEPENSES	8 315 413.03 €
RECETTES	10 142 866.42 €
RESULTAT D'EXECUTION	**1 827 453.39 €**
RESULTAT REPORTE	1 497 963.68 €
RESULTAT DE CLOTURE	**3 325 417.07 €**

INVESTISSEMENT	2025
DEPENSES	19 733 065.54 €
RECETTES	17 193 720.49 €
RESULSTAT D'EXECUTION	**-2 539 345.05 €**
SOLDE D'EXECUTION REPORTE	228 701.42 €
RESULTAT DE CLOTURE	**-2 310 643.63 €**
RAR DEPENSES	3 938 445.72 €
RAR RECETTES	5 719 753.56 €
RESULTAT CUMULE	**-529 335.79 €**

Article 2 : Autorise le Président à signer tout document relatif à cette délibération

D2026-04-024 - FINANCES LOCALES - DECISIONS BUDGETAIRES - Affectation définitive des résultats 2025 du SM3A

Grégory Corboz explique qu'après avoir adopté le compte administratif, l'assemblée doit maintenant voter l'affectation définitive des résultats de l'exercice 2025.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2311-5 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M.57 approuvé par l'arrêté du 30 décembre 2025 ;
Vu la délibération D2026-02-03 du 26 février 2026 relative à la reprise anticipée des résultats 2025 et à l'affectation provisoire des résultats lors du vote du budget primitif,
Vu la délibération D2026-04-023 du 18 juin 2026 approuvant le compte administratif 2025 du SM3A ;

Considérant que les résultats de l'exercice antérieur sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte administratif,
Considérant que le compte administratif est conforme aux données retenues lors de l'affectation provisoire des résultats ;
Considérant les résultats définitifs présentés ci-dessous, après approbation du compte administratif :

FONCTIONNEMENT	Budget global
Recettes de fonctionnement réalisés 2025	10 142 866.42 €
Dépenses de fonctionnement réalisés 2025	8 315 413.03 €
Résultat d'exécution	**1 827 453.39 €**
Résultat de fonctionnement reporté	1 497 963.68 €
Résultat de fonctionnement cumulé	**3 325 417.07 €**

INVESTISSEMENT	Budget global
Recettes d'investissement réalisés 2025	17 193 720.49 €
Dépenses d'investissement réalisés 2025	19 733 065.54 €
Résultat d'exécution	**-2 539 345.05 €**
Résultat d'investissement reporté	228 701.42 €
Résultat d'investissement cumulé	**-2 310 643.63 €**

	Budget global
Reste à réaliser Recettes	5 719 753.56 €
Reste à réaliser Dépenses	3 938 445.72 €
Soldes reste à réaliser	**1 781 307.84 €**

Considérant que le résultat de la section de fonctionnement doit être affecté ;
Considérant que le résultat de la section de fonctionnement doit prioritairement être affecté au compte 1068 pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, le reste pouvant être reporté en section de fonctionnement (R002) ou affecté en section d'investissement (1068) ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : Reprend les résultats constatés au terme de l'exercice 2024 comme précisé ci-dessous :

- Les restes à réaliser d'investissement pour 5 719 753.56 € en recettes et 3 938 445.72 € en dépenses.
- Le résultat cumulé d'investissement en Déficit (D001) pour 2 310 643.63 €.
- Une fraction du résultat de fonctionnement à l'article 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés) pour 1 000 000€
- Le solde du résultat de fonctionnement en excédent de fonctionnement reporté (R002) pour 2 325 417.07 €

Article 2 : Autorise la Présidente à signer tout document relatif à cette délibération.

COMMANDE PUBLIQUE

D2026-04-025 - ACHAT D'ÉLECTRICITÉ ET DE SERVICES ASSOCIÉS – RÉADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES PORTÉ PAR LE SYANE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 relatifs aux groupements de commandes ;
Vu le Code de l'énergie, notamment ses articles L.331-1 et suivants ;
Vu la délibération D2017-04-04 du SM3A du 2 octobre 2017 approuvant l'adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés coordonné par le Syane ;
Vu la délibération DEL-2025-228 du Comité syndical du Syane du 16 octobre 2025 portant création du dispositif « Achats Publics Mutualisés » ;
Vu la délibération DEL-2025-229 du Comité syndical du Syane du 16 octobre 2025 portant création de la Centrale d'achat du Syane ;
Vu la délibération DEL-2025-297 du Bureau syndical du Syane du 11 décembre 2025 approuvant la nouvelle convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés ;

Considérant que les personnes publiques sont tenues de mettre en concurrence les fournisseurs d'électricité dans les conditions prévues par le Code de la commande publique ;
Considérant que le regroupement des acheteurs publics au sein d'un groupement de commandes constitue un outil permettant d'optimiser les procédures de consultation, de mutualiser les besoins et d'obtenir des conditions économiques plus avantageuses ;
Considérant que le SM3A adhère depuis 2017 au groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés coordonné par le Syane ;

Considérant que le Syane a mis en place un dispositif d'Achats Publics Mutualisés s'appuyant notamment sur sa Centrale d'achat afin d'accompagner les collectivités et établissements publics du territoire dans leurs achats liés aux domaines de l'énergie et du numérique ;
Considérant que, dans ce cadre, les futurs marchés mutualisés de fourniture d'électricité seront organisés par la Centrale d'achat du Syane ;
Considérant que le SM3A ne peut adhérer directement à cette Centrale d'achat et que le Syane propose, en conséquence, la reconduction d'un groupement de commandes permettant au SM3A de continuer à bénéficier des marchés mutualisés de fourniture d'électricité et de services associés ;
Considérant qu'il est de l'intérêt du SM3A de renouveler son adhésion à ce dispositif afin de bénéficier de conditions d'achat optimisées et d'une sécurisation des procédures de passation des marchés ;

Le comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : **Approuve** l'adhésion du SM3A au groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés porté par le Syane.
Article 2 : **Approuve** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que les modalités de participation financière prévues par celle-ci.
Article 3 : **Autorise** la Présidente du SM3A, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tout avenant n'en modifiant pas l'économie générale.
Article 4 : **Autorise** la Présidente du SM3A, ou son représentant, à donner mandat au Syane et à sa Centrale d'achat afin de recueillir auprès des fournisseurs d'énergie et du gestionnaire du réseau de distribution l'ensemble des données nécessaires à la préparation et à la passation des marchés concernés.
Article 5 : **Autorise** la Présidente du SM3A, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

D2026-04-026 - COMMANDE PUBLIQUE – convention de mandat de maitrise d'ouvrage entre le SM3A et la commune de Servoz pour la réalisation d'un passage à gué sur le torrent du Souay en amont du lieudit « le Mont »

La présidente explique qu'il s'agit d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre le SM3A et la commune de Servoz concernant le pont du Souay. Ce pont étant en état de dégradation avancée, la commune a commandé une étude ayant pour objet de refaire un pont. Au terme de cette étude par un bureau spécialisé, le chiffrage des travaux s'élevait à 400 000 €. Après discussion entre le président du SM3A et le maire de l'époque, il a été demandé au bureau d'études interne du SM3A d'étudier et de chiffrer une alternative. La proposition technique est de réaliser un passage à gué, dont le coût a été estimé autour de 100 000 €.
La proposition retenue dans cette délibération est que le SM3A porte l'opération sous la forme juridique d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage passée avec la commune de Servoz. Une fois les travaux achevés, leur coût sera facturé par le SM3A à la commune, qui en assurera ensuite la gestion.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la commande publique et notamment les articles L.2422-5 et suivants relatifs au mandat de maitrise d'ouvrage ;
Vu l'arrêté PREF/DRCL/BCLB-2022-0035 du 12 décembre 2022 approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Affluents (SM3A) ;
Vu le projet de convention de mandat de maitrise d'ouvrage entre le SM3A et la commune de Servoz pour la réalisation d'un passage à gué sur le torrent du Souay en amont du lieudit « le Mont » ;

Considérant les désordres sur la culée rive droite du pont du torrent du Souay apparus lors de la crue de novembre 2023 ;
Considérant le projet de remplacement du pont par un ouvrage de type passage à gué en enrochements bétonnés dans le lit du torrent ;
Considérant la demande effectuée par la commune de Servoz au SM3A pour la prise en charge du pilotage de ce projet en tant que spécialiste des travaux en rivière ;
Considérant les capacités du SM3A à concevoir des ouvrages transversaux dans le lit des cours d'eau ;

Il est proposé au comité syndical après en avoir délibéré d :

Article 1 : Approuve les termes de la convention de mandat de maitrise d'ouvrage entre le SM3A et la commune de Servoz pour la réalisation d'un passage à gué sur le torrent du Souay en amont du lieudit « le Mont » ;
Article 2 : Avance le financement par le SM3A en sa qualité de mandataire, puis de demander le remboursement intégral par la commune de Servoz ;
Article 3 : Autorise la Présidente à signer la convention ;
Article 4 : Autorise la Présidente à effectuer toutes les démarches afférentes et signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

La séance est close à 20h35.